



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

BOUCHES-DU-RHÔN  
E

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

N°13-2016-287

PUBLIÉ LE 23 DÉCEMBRE 2016

# Sommaire

## DDCS 13

13-2016-12-21-010 - Arrêté modifiant la composition de la commission de réforme départementale des Bouches du Rhône compétente à l'égard des agents de la fonction publique hospitalière (6 pages) Page 4

## Direction départementale de la protection des populations

13-2016-12-16-023 - ARRETE réouverture LE COQ CARTHAGE (2 pages) Page 11

## Direction des territoires et de la mer

13-2016-12-20-004 - Arrêté prorogeant l'augmentation du taux de majoration prévu par l'arrêté prononçant la carence pour la commune de CARRY-LE-ROUET (2 pages) Page 14

13-2016-12-21-004 - Arrêté relatif à la fusion-absorption de l'ESH SAMOPOR par l'ESH LOGIREM (1 page) Page 17

13-2016-12-20-005 - Arrêté supprimant l'augmentation du taux de majoration prévu par l'arrêté prononçant la carence pour la commune de MIMET (2 pages) Page 19

13-2016-12-20-007 - Arrêté supprimant l'augmentation du taux de majoration prévu par l'arrêté prononçant la carence pour la commune de PELISSANNE (2 pages) Page 22

13-2016-12-20-006 - Arrêté supprimant l'augmentation du taux de majoration prévu par l'arrêté prononçant la carence pour la commune de PEYPIN (3 pages) Page 25

13-2016-12-20-008 - Arrêté supprimant l'augmentation du taux de majoration prévu par l'arrêté prononçant la carence pour la commune de VENTABREN (2 pages) Page 29

## Direction générale des finances publiques

13-2016-12-20-003 - Arrêté relatif à la fermeture au public le vendredi 30 décembre 2016 matin du SIP d'Aix en Provence Nord (1 page) Page 32

13-2016-12-15-004 - Délégation de signature en matière de contentieux et de gracieux fiscal - Trésorerie de Vitrolles SPL (2 pages) Page 34

## Préfecture des Bouches-du-Rhone

13-2016-12-21-008 - Arrêté du 21 décembre 2016 portant adoption du compte administratif 2016 du SIMA (9 pages) Page 37

13-2016-12-21-009 - Arrêté du 21-12-16 portant adoption du compte administratif 2015 du SMGETU (17 pages) Page 47

13-2016-12-22-001 - Arrêté du 22 décembre 2016 mettant fin à l'exercice des compétences du syndicat intercommunal de développement économique de la zone Châteaurenard-Noves (2 pages) Page 65

## Préfecture-Direction des collectivités locales, de l'utilité publique et de l'environnement

13-2016-12-21-007 - ARRÊTÉ portant DÉCONSIGNATION ADMINISTRATIVE à Monsieur et Madame DUPLAND, propriétaires des parcelles cadastrées AC183, AC188 et AC193, en bordure du ruisseau des 4 thermes, 19 chemin du Jas sur la commune de Gréasque (2 pages) Page 68

13-2016-12-21-005 - ARRÊTÉ portant mise en demeure à l'encontre de la commune de Cabriès concernant le passage d'une conduite réalisée en fond de lit du grand vallat sur son territoire (3 pages)

Page 71

13-2016-12-21-006 - ARRÊTÉ portant mise en demeure à l'encontre de la Société TLN concernant les travaux de remblaiement réalisés en bordure de l'Arc sur la commune de Meyreuil (3 pages)

Page 75

DDCS 13

13-2016-12-21-010

Arrêté modifiant la composition de la commission de réforme départementale des Bouches du Rhône compétente à l'égard des agents de la fonction publique hospitalière

**DIRECTION REGIONALE ET DEPARTEMENTALE  
DE LA JEUNESSE, DES SPORTS  
ET DE LA COHESION SOCIALE  
DE PROVENCE ALPES COTE AZUR**

**ARRETE**  
**modifiant la composition de la**  
**Commission de Réforme Départementale des Bouches- du- Rhône**  
**compétente à l'égard des agents de la Fonction Publique Hospitalière**  
**des Bouches du Rhône**

**LE PREFET**  
**DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR**  
**PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD**  
**PREFET DES BOUCHES DU RHONE**

**Vu** le Code de Santé Publique;

**Vu** la loi n°64-1339 du 26 décembre 1964 modifiée portant réforme du code des pensions civiles et militaires ;

**Vu** la loi n°83- 634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires;

**Vu** la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

**Vu** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires créant les Conseils de surveillance.

**Vu** le décret n° 88-386 du 19 avril 1988, relatif aux conditions d'aptitude physique et aux congés de maladie des agents de la fonction publique hospitalière ;

**Vu** le décret n° 2003-655 du 18 juillet 2003 relatif aux commissions administratives paritaires locales et départementales ;

**Vu** le décret 2008-1191 du 17 novembre 2008 relatif aux commissions de réforme et au comité médical supérieur, dans la fonction publique de l'Etat, dans la fonction publique territoriale et dans la fonction publique hospitalière ;

**Vu** le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009, relatif aux directions départementales interministérielles ;

**Vu** l'arrêté du 4 août 2004 relatif aux commissions de réforme des agents de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 12 mai 2014 portant désignation des médecins habilités à siéger au Comité Médical Départemental et à la Commission de Réforme Départementale ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 10 avril 2015 modifiant la composition de la commission de réforme départementale des Bouches du Rhône compétente à l'égard des agents de la fonction publique hospitalière des Bouches du Rhône.

**Vu** la circulaire numéro DHOS/RH3/2009/52 du 17 février 2009 relative au décret 2008-1191 du 17 novembre 2008 relatif aux Commissions de Réforme et au Comité Médical Supérieur ;

**Vu** les résultats des élections professionnelles du 04 décembre 2014, fixant la composition des Commissions Administratives Paritaires Départementales de la Fonction Publique Hospitalière ;

**Vu** les listes émises par les partenaires sociaux de la fonction publique hospitalière désignant les personnes représentant les personnels en commission de réforme, transmise par l'Assistance Publique des hôpitaux de Marseille ;

**Vu** la liste transmise par l'Agence régionale de santé, concernant les membres des conseils de surveillance, désignés pour représenter l'Administration lors des Commissions de réforme.

**Vu** les listes des personnels de direction des établissements sanitaires et des établissements médico-sociaux transmises par l'Agence Régionale de Santé

**Vu** la liste transmise par l'Agence régionale de santé, concernant les représentants des pharmaciens résidents appartenant à ce corps en fonction dans les Bouches-du-Rhône.

**Vu** le courrier du syndicat Force Ouvrière (FO) du 19 janvier 2015, désignant les représentants du personnel (catégories A,B et C) décomposé en Commission Administrative Paritaire n°1 à 10 appelés à siéger à la commission de réforme départementale (titulaires et suppléants) ;

**Vu** la liste transmise par le syndicat (CFTC Santé sociaux Pacac) le 26 mars 2015, désignant les représentants du personnel (catégories A,B et C) décomposée en Commission Administrative Paritaire n°1 à 10 appelés à siéger à la commission de réforme départementale (titulaires et suppléants) ;

**Vu** le message électronique du syndicat Force ouvrière (FO) du 13 décembre 2016, désignant les représentants en remplacement de madame BROUSSE Christine, (Lettre de démission du 22 juin 2015) et de madame ALBRAND Isabelle (Lettre de démission non datée). Les représentants suppléants sont ainsi désignés : Madame LARANGE Myriam et Madame PETRI/BARRA Sandrine.

**Sur** proposition de Monsieur le Directeur Départemental Délégué de la Cohésion Sociale des Bouches du Rhône,

## **A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>** : La Commission de Réforme Départementale compétente à l'égard des agents de la Fonction Publique Hospitalière exerçant leurs fonctions dans le département des Bouches-du-Rhône est modifiée comme suit :

### **I - Président :**

Monsieur le Préfet ou son représentant.

### **II – Au titre des Médecins membres du Comité Médical Départemental**

Monsieur le Docteur **N'GUYEN VAN LOC** ou son suppléant  
Monsieur le Docteur **RECORBET Guy** ou son suppléant

### **III – Au titre des représentants des Conseils de Surveillance, représentant l'Administration**

#### Titulaires :

**Madame JOUVE Paule,** Centre hospitalier d'Allauch (*lettre démission du 04/12/15*)  
**Monsieur BAUME Sylvain** Communauté d'Agglomération Agglopoie Provence-Salon de Provence  
(*lettre de démission du 30/05/16*)

#### Suppléants :

**Monsieur SACCOCIO André** Assistance Publique des Hôpitaux de Marseille  
**Monsieur NOVI Daniel** Centre Hospitalier d'Arles

#### IV – Au titre des représentants du Personnel

##### Au titre des représentants des agents de Direction :

|   |   |
|---|---|
| <u>Membre titulaire :</u><br><br><b>M. SARIAN Robert,</b><br>(CH D'ALLAUCH) | <u>Suppléants :</u><br><br>1 <sup>er</sup> ) <b>M. BRENGUIER Robert,</b><br>( CH VALVERT)<br>2ème) <b>M. MOULLEC Gilles</b><br>( CH EDOUARD TOULOUSE) |
| <u>Membre titulaire :</u><br><br><b>M.MOSCA Alexandre</b><br>( IDDA)        | <u>Suppléants :</u><br><br>1 <sup>er</sup> ) <b>MME SANCHEZ Mélanie</b><br>( DMEF)<br>2ème) <b>M. TENTORINI Yves</b><br>( CDSEE)                      |

##### Au titre des Pharmaciens résidents :

|   |   |
|---|---|
| <u>Membre titulaire :</u><br><br><i>Non désigné</i> | <u>Suppléants :</u><br><br><i>Non désigné</i> |
|---|---|

##### Commission Paritaire numéro 1 relative au personnel de catégorie A :

|  |  |
|--|--|
| <u>Membre titulaire :</u><br><br><b>MME CANAVELLI Françoise</b><br>( CGD MONTOLIVET) | <u>Suppléants :</u><br><br>1 <sup>er</sup> ) <b>M. REPETTO Stéphane</b><br>(APHM)<br>2ème) <i>Non désigné</i>  |
| <u>Membre titulaire :</u><br><br><b>M. PAPADAKIS Stéphane</b><br>( CH D'ALLAUCH)     | <u>Suppléants :</u><br><br>1 <sup>er</sup> ) <b>M. MONDOLINI Bernard</b><br>(APHM)<br>2ème) <i>Non désigné</i> |

##### Commission Paritaire numéro 2 relative au personnel soignant de catégorie A :

|   |  |
|---|--|
| <u>Membre titulaire :</u><br><br><b>MME CECCALDI Danièle</b><br>( APHM)               | <u>Suppléants :</u><br><br>1 <sup>er</sup> ) <b>M.SANNA François</b><br>(CH MONTPERRIN)<br>2ème) <b>M.TCHAROUKIAN Eric</b><br>( APHM)            |
| <u>Membre titulaire :</u><br><br><b>MME GAYETY Annie</b><br>( Hôpital Ste MARGUERITE) | <u>Suppléants :</u><br><br>1 <sup>er</sup> ) <b>MME LAC Isabelle</b><br>(AP HM)<br>2ème) <b>MME SANTI-VERGES Marie Noëlle</b><br>( CH D'ALLAUCH) |

**Commission Paritaire numéro 3 relative au personnel d'encadrement administratif de catégorie A :**

|  |   |
|--|---|
| <u>Membre titulaire :</u>              | <u>Suppléant :</u>  |
| <b>MME HALOUANE Nora</b><br>(APHM)     | <b>1<sup>er</sup>) MME ISOARD Elisabeth</b><br>(APHM)<br><b>2ème) Non désigné</b> |
| <u>Membre titulaire :</u>              | <u>Suppléant :</u>  |
| <b>M.BEVERAGGI Christian</b><br>(APHM) | <b>1<sup>er</sup>) VERDIER Marie-Josée</b><br>(CH VALVERT)                        |

**Commission Paritaire numéro 4 relative au personnel Technique de catégorie B :**

|  |  |
|--|--|
| <u>Membre titulaire :</u>              | <u>Suppléants :</u>  |
| <b>M. BLANC Rolland</b><br>(APHM)      | <b>1<sup>er</sup>) M.CARAYOL Jean-Michel</b><br>(APHM)<br><b>2ème)M. BERTANO Max</b><br>(APHM)                                 |
| <u>Membre titulaire :</u>              | <u>Suppléants :</u>  |
| <b>M. FRANCESCHETTI Eric</b><br>(APHM) | <b>1<sup>er</sup>) M. SALLE René</b><br>(CH d'AIX en PROVENCE)<br><b>2ème) M. ADANCOURT Georges</b><br>( CH d'AIX en PROVENCE) |

**Commission Paritaire numéro 5 relative au personnel Soignant de catégorie B :**

|   |  |
|---|--|
| <u>Membre titulaire :</u>                             | <u>Suppléants :</u>  |
| <b>MME CALVET Eliane</b><br>(APHM)                    | <b>1<sup>er</sup>) MME PROPOS Evelyne</b><br>(CH VALVERT)<br><b>2ème)MME JOURDAN Pascale</b><br>(HÔPITAL NORD) |
| <u>Membre titulaire :</u>                             | <u>Suppléants :</u>  |
| <b>MME DUBREUIL-HERNANDEZ Corinne</b><br>(CH VALVERT) | <b>1<sup>er</sup>) MME COSTA Monique</b><br>(APHM)<br><b>2ème) MME GRUZ-LATZKO Sandy</b><br>( CH VALVERT)      |



**Commission Paritaire numéro 6 relative au personnel administratif de catégorie B :**

|   |  |
|---|--|
| <u>Membre titulaire :</u>                     | <u>Suppléants :</u>  |
| <b>MME PUGLIESE Pierrette</b><br>(APHM -NORD) | 1 <sup>er</sup> ) <b>MME LACCHINI Ida</b><br>(APHM )                   |
|   | 2 <sup>ème</sup> ) <b>MME MICHELI Arlette</b><br>(APHM)                |
| <u>Membre titulaire :</u>                     | <u>Suppléants :</u>  |
| <b>MME DELIEGE Valérie</b><br>(APHM)          | 1 <sup>er</sup> ) <b>MME MALHOLE Nathalie</b><br>(APHM)                |
|   | 2 <sup>ème</sup> ) <b>MME MATTIO Brigitte</b><br>( HÔPITAL CONCEPTION) |

**Commission Paritaire numéro 7 relative au personnel technique de catégorie C :**

|  |   |
|--|---|
| <u>Membre titulaire :</u>                  | <u>Suppléants :</u>   |
| <b>M. GRASSI Jean-Pierre</b><br>(APHM )    | 1 <sup>er</sup> ) <b>M. NEUHERZ René</b><br>(APHM )             |
|  | 2 <sup>ème</sup> ) <b>M. RUSSO Jean-Jacques</b><br>(CH VALVERT) |
| <u>Membre titulaire :</u>                  | <u>Suppléants :</u>   |
| <b>M. DACLIN Roland</b><br>(CH MONTPERRIN) | 1 <sup>er</sup> ) <b>M. CONSTANS Michel</b><br>(APHM)           |
|  | 2 <sup>ème</sup> ) <b>M. BASCELLI Michel</b><br>( APHM)         |

**Commission Paritaire numéro 8 relative au personnel soignant de catégorie C :**

|  |   |
|--|---|
| <u>Membre titulaire :</u>                                | <u>Suppléants :</u>   |
| <b>M. CAMARLINGHI Georges</b><br>(APHM )                 | 1 <sup>er</sup> ) <b>MME CUISINIER Françoise</b><br>( APHM )    |
|  | 2 <sup>ème</sup> ) <b>MME SBARRA Christine</b><br>( CH ALLAUCH) |
| <u>Membre titulaire :</u>                                | <u>Suppléants :</u>   |
| <b>M. DOUVILLE Jean-Marie</b><br>(HÔPITAL St MARGUERITE) | 1 <sup>er</sup> ) <b>M. BARIELLE Yves</b><br>(CDG MONTOLIVET)   |
|  | 2 <sup>ème</sup> ) <b>MME BERZERO Louisa</b><br>( APHM)         |

**Commission Paritaire numéro 9 relative au personnel administratif de catégorie C :**

|   |   |
|---|---|
| <b><u>Membre titulaire :</u></b>                              | <b><u>Suppléants :</u></b>                                    |
| <b>MME LEONETTI Roberte</b><br>(HÔPITAL St MARGUERITE )       | 1 <sup>er</sup> ) <b>MME HAMIDI Fazila</b><br>(APHM )         |
|   | 2 <sup>ème</sup> ) <b>MME CASTILLON Christine</b><br>(APHM)   |
| <b><u>Membre titulaire :</u></b>                              | <b><u>Suppléants :</u></b>                                    |
| <b>MME TCHIKNAVORIAN-NEVIERE</b><br><b>Mireille</b><br>(APHM) | 1 <sup>er</sup> ) <b>MME LARANGE Myriam</b><br>( CH VALVERT)  |
|   | 2 <sup>ème</sup> ) <b>MME PETRI/BARRA Sandrine</b><br>( APHM) |

**Commission Paritaire numéro 10 relative au personnel soignant groupe et sous groupe unique :**

|  |  |
|--|--|
| <b><u>Membre titulaire :</u></b>                   | <b><u>Suppléants :</u></b>   |
| <b>MME DJERARI Maryne</b><br>(HÔPITAL CONCEPTION ) | 1 <sup>er</sup> ) <b>MME PESCHEUX Stéphanie</b><br>(HÔPITAL CONCEPTION ) |
|  | 2 <sup>ème</sup> ) <b>MME EINAUDI Joëlle</b><br>(HÔPITAL CONCEPTION)     |
| <b><u>Membre titulaire :</u></b>                   | <b><u>Suppléants :</u></b>   |
| <b>M. LAVIGNE Nathalie</b><br>(APHM)               | 1 <sup>er</sup> ) <b>MME FRATACCI Marie Françoise</b><br>(APHM)          |
|  | 2 <sup>ème</sup> ) <i>Non désigné</i>                                    |

**Article 2 :** Pour les pathologies relevant de sa compétence un médecin spécialiste pourra, sans voie délibérative, être associé aux travaux de la présente commission.

**Article 3 :** Le mandat des personnes désignées prendra fin en même temps que les mandats ou les fonctions au titre desquels les intéressés ont été élus ou désignés. En cas de perte de la qualité pour siéger, de décès ou de démission d'un titulaire, son suppléant devient automatiquement titulaire.

**Article 4 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône et Monsieur le Directeur Départemental délégué de la Cohésion Sociale des Bouches du Rhône, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture des Bouches du Rhône.

**Fait à Marseille, le 21/12/2016**

**Stéphane BOUILLON**

Direction départementale de la protection des populations

13-2016-12-16-023

**ARRETE réouverture LE COQ CARTHAGE**



PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

**PREFECTURE**

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS**

SERVICE DENREES ANIMALES ET D'ORIGINE ANIMALE

---

**ARRETE n° 16-078354 du 14/12/2016**

**ABROGEANT L'ARRETE PREFECTORAL PORTANT FERMETURE ET RETRAIT  
D'AGREMENT SANITAIRE DE L'ETABLISSEMENT, «LE COQ CARTHAGE»**

**Sis 3, rue du musée 13001 MARSEILLE**

**Exploité par la SARL LE COQ DE CARTHAGE dont Madame ENNOURI Eslem est la  
gérante**

Siret de l'établissement : 750 921 074 00019

---

**Le Préfet**

**de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur**

**Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud**

**Préfet des Bouches-du-Rhône**

**Vu** le code Rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L233-1 et R231-20

**Vu** l'arrêté préfectoral n°16-061996 du 14/10/2016, prononçant la fermeture administrative et le retrait de l'agrément sanitaire de l'établissement LE COQ DE CARTHAGE sis 3 rue du musée 13001 Marseille, dont Madame ENNOURI Eslem est la gérante depuis le 16/11/2016;

**Vu** le règlement (CE) n°178/2002 relatif à la législation alimentaire et les arrêtés ministériels pris en application ;

**Vu** le règlement (CE) n°852/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29/04/2004 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires ;

**Vu** le règlement (CE) n°853/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29/04/2004 fixant des règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale ;

**Vu** le règlement (CE) n°2073/2005 de la Commission du 15/11/2005 concernant les critères microbiologiques applicables aux denrées alimentaires ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°13-2016-10-06-005 du 06/10/2016 de M. le Préfet des Bouches-du-Rhône, portant délégation de signature à M. Benoît HASS, Directeur Départemental Interministériel de la Protection des Populations des Bouches-du-Rhône ;

**Vu** le rapport de la Direction départementale de la Protection des Populations des Bouches du Rhône, en date du 12/12/2016, concernant l'inspection de l'établissement « LE COQ DE CARTHAGE », sis 3 rue du musée 13001 Marseille, réalisée le 12/12/2016 ;

**Considérant** que l'établissement « COQ DE CARTHAGE » a déposé une demande d'agrément sanitaire reçue en nos services le 14/11/2016, accompagnée d'un dossier d'agrément recevable ;

**Considérant** que lors de l'inspection de l'établissement « LE COQ DE CARTHAGE », sis 3 rue du musée 13001 Marseille, effectuée le 12/12/2016, les agents de la Direction Départementale de la Protection des Population des Bouches-du-Rhône ont pu constaté la réalisation des mesures prescrites figurant en annexe de l'arrêté préfectoral susvisé ;

**Considérant** que l'établissement « LE COQ DE CARTHAGE » ne présente plus de risque pour la santé publique ;

Sur proposition du Directeur Départemental de la Protection des Populations;

## **ARRETE**

### **Article 1<sup>er</sup>**

L'arrêté préfectoral n°16-061996 du 14/10/2016 prononçant la fermeture administrative et le retrait de l'agrément sanitaire de l'établissement « **LE COQ DE CARTHAGE** », sis 3 rue du musée 13001 Marseille est abrogé à compter de la notification du présent arrêté.

### **Article 2**

Le Secrétaire général de la préfecture des Bouches du Rhône, le Directeur de la Protection des Populations, Le Maire de MARSEILLE et le Directeur départemental de la sécurité publique des Bouches du Rhône, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant de l'établissement « LE COQ DE CARTHAGE » Madame ENNOURI Eslem.

Fait à Marseille, le 16/12/2016

Pour le Préfet et par délégation,

M. Le Directeur Départemental de la Protection des  
Populations des Bouches-du-Rhone,

*Signé*

Benoît HAAS

Direction des territoires et de la mer

13-2016-12-20-004

Arrêté prorogeant l'augmentation du taux de majoration  
prévu par l'arrêté prononçant la carence pour la commune  
de CARRY-LE-ROUET



## PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

**DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES ET DE LA MER  
SERVICE HABITAT**

### **Arrêté du prorogeant l'augmentation du taux de majoration prévu par l'arrêté prononçant la carence pour la commune de CARRY-LE-ROUET**

Le Préfet  
de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud  
Préfet des Bouches-du-Rhône

**VU** le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L. 302-5 à L. 302-9 et R. 302-14 à R. 302-26 ;

**VU** la loi n° 2013-61 du 18 janvier 2013 relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social, notamment son article 26 dans le Chapitre II « Dispositions finales et transitoires » ;

**VU** l'arrêté du 24 juillet 2014 prononçant la carence définie par l'article L. 302-9-1 du code de la construction et de l'habitation au titre de la période triennale 2011-2013 pour la commune de **Carry-le-Rouet** et constatant la non atteinte de l'objectif de réalisation de logements locatifs sociaux pour l'année 2013 notifié par courrier du Préfet des Bouches-du-Rhône en date 22 Avril 2013 ;

**VU** l'arrêté du 25 juillet 2014 relatif à la constitution de la commission départementale chargée de l'examen du respect des obligations de réalisation de logements sociaux pour la commune de **Carry-le-Rouet** ;

**VU** la commission départementale chargée de l'examen du respect des obligations de réalisation de logements sociaux pour la commune de **Carry-le-Rouet** en date du 19 septembre 2014, l'avis et la proposition en résultant d'augmenter le taux de majoration de la carence défini dans l'arrêté du 24/07/2014 prononçant la carence pour la commune de **Carry-le-Rouet** ;

**VU** l'arrêté du 18 décembre 2014 relatif à l'augmentation du taux de majoration prévu par l'arrêté prononçant la carence pour la commune de **Carry-le-Rouet** ;

**VU** l'arrêté du 28 décembre 2015 relatif à la prorogation de l'augmentation du taux de majoration prévu par l'arrêté prononçant la carence pour la commune de **Carry-le-Rouet** ;

**VU** l'examen annuel réalisé par la commission départementale composée à l'identique de celle chargée de l'examen du respect des obligations de réalisation de logements sociaux en date du 11 octobre 2016 pour la commune de **Carry-le-Rouet** ;

**CONSIDÉRANT** que le bilan triennal 2011-2013 a fait état d'une réalisation de 23 logements locatifs sociaux pour un objectif triennal de 73 ;

**CONSIDÉRANT** que le bilan établi au titre du II de l'article 26 de la loi du 18 janvier 2013 a fait état d'une réalisation de 0 logement locatif social pour un objectif 2013 de 16 ;

**CONSIDÉRANT** que le bilan des deux périodes triennales cumulées atteint seulement 29% des objectifs triennaux cumulés pour ces mêmes périodes triennales ;

**CONSIDÉRANT** que le taux de logements locatifs sociaux de 1,50 % au 01/01/2015 du parc des résidences principales de la commune est insuffisant ;

**CONSIDÉRANT** que les examens annuels au titre des années 2014, 2015 et des 3 premiers trimestres 2016 font état d'une réalisation de 0 logement locatif social pour un objectif triennal 2014-2016 de 185 soit un taux d'atteinte de l'objectif triennal de 0% ;

**CONSIDÉRANT** que malgré des évolutions dans les projets envisagés par la commune, trop peu de résultats concrets ont été obtenus depuis la commission départementale du 01/07/2015 au regard des besoins à satisfaire;

**CONSIDÉRANT** par ailleurs que les d'engagements de la part de la commune ont été insuffisants pour aboutir à la signature d'un Contrat de Mixité Sociale en 2016;

## **ARRETE**

### Article 1<sup>er</sup> :

La multiplication par 2 du taux de majoration de la carence prévue par l'article 1er de l'arrêté du 18 décembre 2014 pour la commune de **Carry-le-Rouet** est prorogée pour une année, le maintenant ainsi à **136%**. Cette augmentation du taux de majoration est appliquée sur le montant du prélèvement par logement locatif social manquant en 2017 au regard de l'inventaire annuel des logements locatifs sociaux au 01/01/2016.

### Article 2 :

Monsieur le Sous-Préfet d'Istres, Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône et Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat et notifié aux intéressés.

Fait à MARSEILLE, le 20 décembre 2016

Le Préfet,

Signé : Stéphane BOUILLON

### Délais et voies de recours :

*Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Marseille. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet).*



Direction des territoires et de la mer

13-2016-12-21-004

Arrêté relatif à la fusion-absorption  
de l'ESH SAMOPOR par l'ESH LOGIREM



## PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

**DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES ET DE LA MER  
SERVICE HABITAT**

### **Arrêté relatif à la fusion-absorption de l'ESH SAMOPOR par l'ESH LOGIREM**

Le Préfet  
de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud  
Préfet des Bouches-du-Rhône

Vu les articles L.236-1 et suivants du Code du Commerce,

Vu l'article L.411-2-1 du Code de la Construction et de l'Habitation,

Vu l'avis du Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement PACA réuni en bureau le 14 décembre 2016,

#### **ARRETE :**

Article 1<sup>er</sup> : A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, l'ESH SAMOPOR est absorbée par l'ESH LOGIREM.

Article 2 : Monsieur Le Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet du département des Bouches-du-Rhône, Monsieur le secrétaire général de la Préfecture sont chargés, chacun pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de l'Etat.

Fait à Marseille, le 21 décembre 2016  
Le Préfet  
signé : Stéphane BOUILLON

#### **Délais et voies de recours :**

*Conformément à l'article R.421-1 du code de la justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification devant le tribunal administratif de Marseille. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet)*

Direction des territoires et de la mer

13-2016-12-20-005

Arrêté supprimant l'augmentation du taux de majoration  
prévu par l'arrêté prononçant la carence pour la commune  
de MIMET



## PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES ET DE LA MER  
SERVICE HABITAT**

### **Arrêté du supprimant l'augmentation du taux de majoration prévu par l'arrêté prononçant la carence pour la commune de MIMET**

Le Préfet  
de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud  
Préfet des Bouches-du-Rhône

**VU** le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L. 302-5 à L. 302-9 et R. 302-14 à R. 302-26 ;

**VU** la loi n° 2013-61 du 18 janvier 2013 relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social, notamment son article 26 dans le Chapitre II « Dispositions finales et transitoires » ;

**VU** l'arrêté du 24 juillet 2014 prononçant la carence définie par l'article L. 302-9-1 du code de la construction et de l'habitation au titre de la période triennale 2011-2013 pour la commune de **Mimet** et constatant la non atteinte de l'objectif de réalisation de logements locatifs sociaux pour l'année 2013 notifié par courrier du Préfet des Bouches-du-Rhône en date 22 Avril 2013 ;

**VU** l'arrêté du 25 juillet 2014 relatif à la constitution de la commission départementale chargée de l'examen du respect des obligations de réalisation de logements sociaux pour la commune de **Mimet** ;

**VU** la commission départementale chargée de l'examen du respect des obligations de réalisation de logements sociaux pour la commune de **Mimet** en date du 10 septembre 2014, l'avis et la proposition en résultant d'augmenter le taux de majoration de la carence défini dans l'arrêté du 24/07/2014 prononçant la carence pour la commune de **Mimet** ;

**VU** l'arrêté du 18 décembre 2014 relatif à l'augmentation du taux de majoration prévu par l'arrêté prononçant la carence pour la commune de **Mimet** ;

**VU** l'arrêté du 28 décembre 2015 relatif à la prorogation de l'augmentation du taux de majoration prévu par l'arrêté prononçant la carence pour la commune de **Mimet** ;

**VU** l'examen annuel réalisé par la commission départementale composée à l'identique de celle chargée de l'examen du respect des obligations de réalisation de logements sociaux en date du 27 septembre 2016 pour la commune de **Mimet** ;

**CONSIDÉRANT** que le bilan triennal 2011-2013 a fait état d'une production de 5 logements locatifs sociaux pour un objectif triennal de 36 ;

**CONSIDÉRANT** que le bilan établi au titre du II de l'article 26 de la loi du 18 janvier 2013 a fait état d'une réalisation de 0 logement locatif social pour un objectif 2013 de 9 ;

**CONSIDÉRANT** que le bilan des quatre périodes triennales cumulées atteint seulement 12% des objectifs triennaux cumulés pour ces mêmes périodes triennales;

**CONSIDÉRANT** que le taux de logements locatifs sociaux de 4,15% au 01/01/2015 du parc des résidences principales de la commune reste insuffisant ;

**CONSIDÉRANT** que les examens annuels au titre des années 2014, 2015 et des 3 premiers trimestres 2016 font état d'une réalisation de 4 logements locatifs sociaux pour un objectif triennal 2014-2016 de 89 soit un taux d'atteinte de l'objectif triennal de 4,5% ;

**CONSIDÉRANT** que les résultats obtenus concrètement et les mesures proposées par la commune sont encore insuffisants et ne sont pas de nature à permettre l'atteinte des objectifs fixés sur la période triennale. ;

**CONSIDÉRANT** cependant l'engagement de la commune en faveur du développement du logement locatif social, traduit notamment par l'élaboration d'un projet de Contrat de Mixité Sociale (CMS) avec l'État et nécessitant une mise en conformité de son projet de PLU au sein duquel la commune s'engage notamment sur la création de 77 LLS sur la période triennale 2017-2019.

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône ;

## **ARRETE**

### Article 1<sup>er</sup> :

La multiplication par 2 du taux de majoration de la carence prévue par l'article 1er de l'arrêté du 18 décembre 2014 pour la commune de **Mimet** est supprimée pour une année, le ramenant ainsi à **86%**. Ce taux de majoration est appliqué sur le montant du prélèvement par logement locatif social manquant en 2017 au regard de l'inventaire annuel des logements locatifs sociaux au 01/01/2016.

### Article 2 :

Monsieur le Sous-Préfet d'Aix-en-Provence, Monsieur le secrétaire général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône et Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État et notifié aux intéressés.

Fait à MARSEILLE, le 20 décembre 2016

Le Préfet,

Signé : Stéphane BOUILLON

### Délais et voies de recours :

*Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Marseille. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet).*

Direction des territoires et de la mer

13-2016-12-20-007

Arrêté supprimant l'augmentation du taux de majoration  
prévu par l'arrêté prononçant la carence pour la commune  
de PELISSANNE



## PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES ET DE LA MER  
SERVICE HABITAT**

### **Arrêté du supprimant l'augmentation du taux de majoration prévu par l'arrêté prononçant la carence pour la commune de PELISSANNE**

Le Préfet  
de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud  
Préfet des Bouches-du-Rhône

VU le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L. 302-5 à L. 302-9 et R. 302-14 à R. 302-26 ;

VU la loi n° 2013-61 du 18 janvier 2013 relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social, notamment son article 26 dans le Chapitre II « Dispositions finales et transitoires » ;

VU l'arrêté du 24 juillet 2014 prononçant la carence définie par l'article L. 302-9-1 du code de la construction et de l'habitation au titre de la période triennale 2011-2013 pour la commune de **Pélissanne** et constatant la non atteinte de l'objectif de réalisation de logements locatifs sociaux pour l'année 2013 notifié par courrier du Préfet des Bouches-du-Rhône en date 22 Avril 2013 ;

VU l'arrêté du 25 juillet 2014 relatif à la constitution de la commission départementale chargée de l'examen du respect des obligations de réalisation de logements sociaux pour la commune de **Pélissanne** ;

VU l'avis de la commission départementale chargée de l'examen du respect des obligations de réalisation de logements sociaux pour la commune de **Pélissanne** en date du 12 septembre 2014 proposant d'augmenter le taux de majoration de la carence défini dans l'arrêté du 24/07/2014 prononçant la carence pour la commune de **Pélissanne** ;

VU l'arrêté du 18 décembre 2014 relatif à l'augmentation du taux de majoration prévu par l'arrêté prononçant la carence pour la commune de **Pélissanne** ;

VU l'arrêté du 28 décembre 2015 relatif à la prorogation de l'augmentation du taux de majoration prévu par l'arrêté prononçant la carence pour la commune de **Pélissanne** ;

VU l'examen annuel réalisé par la commission départementale composée à l'identique de celle chargée de l'examen du respect des obligations de réalisation de logements sociaux en date du 27 septembre 2016 pour la commune de **Pélissanne** ;

**CONSIDÉRANT** que le bilan triennal 2011-2013 ne fait état d'aucune réalisation de logements locatifs sociaux pour un objectif triennal de 95 alors que sur la même période, de nombreux logements ont été mis en chantier sur le territoire de la commune ;

**CONSIDÉRANT** que le bilan établi au titre du II de l'article 26 de la loi du 18 janvier 2013 fait état d'une réalisation de 0 logement locatif social pour un objectif 2013 de 24 ;

**CONSIDÉRANT** que le bilan des quatre périodes triennales cumulées atteint seulement 32% des objectifs triennaux cumulés pour ces mêmes périodes triennales;

**CONSIDÉRANT** que le taux de logements locatifs sociaux de 4,73% au 01/01/2015 du parc des résidences principales de la commune reste insuffisant ;

**CONSIDÉRANT** que les examens annuels au titre des années 2014, 2015 et des 3 premiers trimestres 2016 font état d'une réalisation de 84 logements locatifs sociaux pour un objectif triennal 2014-2016 de 209 soit un taux d'atteinte de l'objectif triennal de 40,19 % ;

**CONSIDÉRANT** l'engagement de la commune en faveur du développement du logement locatif social, traduit notamment par la signature d'un Contrat de Mixité Sociale (CMS) en date du 06 septembre 2016 entre l'État et la commune au sein duquel la commune s'engage notamment sur la création de 210 LLS sur la période triennale 2017-2019.

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône ;

#### **ARRETE**

##### Article 1<sup>er</sup> :

La multiplication par 2 du taux de majoration de la carence prévue par l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 18 décembre 2014 pour la commune de Péligon est supprimée pour une année, le ramenant ainsi à **100%**. Ce taux de majoration est appliqué sur le montant du prélèvement par logement locatif social manquant en 2017 au regard de l'inventaire annuel des logements locatifs sociaux au 01/01/2016.

##### Article 2 :

Monsieur le Sous-Préfet d'Aix-en-Provence, Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône et Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat et notifié aux intéressés.

Fait à MARSEILLE, le 20 décembre 2016

Le Préfet,

Signé : Stéphane BOUILLON

##### Délais et voies de recours :

*Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Marseille. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet).*



Direction des territoires et de la mer

13-2016-12-20-006

Arrêté supprimant l'augmentation du taux de majoration  
prévu par l'arrêté prononçant la carence pour la commune  
de PEYPIN



## PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES ET DE LA MER  
SERVICE HABITAT**

### **Arrêté du supprimant l'augmentation du taux de majoration prévu par l'arrêté prononçant la carence pour la commune de PEYPIN**

Le Préfet  
de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud  
Préfet des Bouches-du-Rhône

**VU** le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L. 302-5 à L. 302-9 et R. 302-14 à R. 302-26 ;

**VU** la loi n° 2013-61 du 18 janvier 2013 relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social, notamment son article 26 dans le Chapitre II « Dispositions finales et transitoires » ;

**VU** l'arrêté du 24 juillet 2014 prononçant la carence définie par l'article L. 302-9-1 du code de la construction et de l'habitation au titre de la période triennale 2011-2013 pour la commune de **Peypin** et constatant la non atteinte de l'objectif de réalisation de logements locatifs sociaux pour l'année 2013 notifié par courrier du Préfet des Bouches-du-Rhône en date 22 Avril 2013 ;

**VU** l'arrêté du 25 juillet 2014 relatif à la constitution de la commission départementale chargée de l'examen du respect des obligations de réalisation de logements sociaux pour la commune de **Peypin** ;

**VU** l'avis de la commission départementale chargée de l'examen du respect des obligations de réalisation de logements sociaux pour la commune de **Peypin** en date du 8 octobre 2014 proposant d'augmenter le taux de majoration de la carence défini dans l'arrêté du 24/07/2014 prononçant la carence pour la commune de **Peypin** ;

**VU** l'arrêté du 18 décembre 2014 relatif à l'augmentation du taux de majoration prévu par l'arrêté prononçant la carence pour la commune de **Peypin** ;

**VU** l'arrêté du 28 décembre 2015 relatif à la prorogation de l'augmentation du taux de majoration prévu par l'arrêté prononçant la carence pour la commune de **Peypin** ;

**VU** l'examen annuel réalisé par la commission départementale composée à l'identique de celle chargée de l'examen du respect des obligations de réalisation de logements sociaux en date du 04 octobre 2016 pour la commune de **Peypin** ;

**CONSIDÉRANT** que le bilan triennal 2011-2013 ne fait état d'aucune réalisation de logements locatifs sociaux pour un objectif triennal de 54 alors que sur la même période, de nombreux logements ont été mis en chantier sur le territoire de la commune ;

**CONSIDÉRANT** que le bilan établi au titre du II de l'article 26 de la loi du 18 janvier 2013 fait état d'une réalisation de 0 logement locatif social pour un objectif 2013 de 14 ;

**CONSIDÉRANT** que le bilan des quatre périodes triennales cumulées atteint seulement 40% des objectifs triennaux cumulés pour ces mêmes périodes triennales;

**CONSIDÉRANT** que le taux de logements locatifs sociaux de 3,66 % au 01/01/2015 du parc des résidences principales de la commune reste insuffisant ;

**CONSIDÉRANT** que les examens annuels au titre des années 2014, 2015 et des 3 premiers trimestres 2016 font état d'une réalisation de 15 logements locatifs sociaux pour un objectif triennal 2014-2016 de 24 soit un taux d'atteinte de l'objectif triennal de 62,50 % ;

**CONSIDÉRANT** l'engagement de la commune en faveur du développement du parc locatif social, traduit notamment par la signature d'un Contrat de Mixité Sociale (CMS) en date du 10 mai 2016 entre l'État et la commune au sein duquel la commune s'engage notamment sur la création de 83 LLS au terme de la période triennale 2017-2019.

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône ;

## **ARRETE**

### Article 1<sup>er</sup> :

La multiplication par 2 du taux de majoration de la carence prévue par l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 18 décembre 2014 pour la commune de Peypin est supprimée pour une année, le ramenant ainsi à **100%**. Ce taux de majoration est appliqué sur le montant du prélèvement par logement locatif social manquant en 2017 au regard de l'inventaire annuel des logements locatifs sociaux au 01/01/2016.

### Article 2 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône et Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat et notifié aux intéressés.

Fait à MARSEILLE, le 20 décembre 2016

Le Préfet,

Signé : Stéphane BOUILLON

### Délais et voies de recours :

*Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Marseille. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet).*



Direction des territoires et de la mer

13-2016-12-20-008

Arrêté supprimant l'augmentation du taux de majoration  
prévu par l'arrêté prononçant la carence pour la commune  
de VENTABREN



## PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES ET DE LA MER  
SERVICE HABITAT**

### **Arrêté du supprimant l'augmentation du taux de majoration prévu par l'arrêté prononçant la carence pour la commune de VENTABREN**

Le Préfet  
de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud  
Préfet des Bouches-du-Rhône

**VU** le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L. 302-5 à L. 302-9 et R. 302-14 à R. 302-26 ;

**VU** la loi n° 2013-61 du 18 janvier 2013 relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social, notamment son article 26 dans le Chapitre II « Dispositions finales et transitoires » ;

**VU** l'arrêté du 24 juillet 2014 prononçant la carence définie par l'article L. 302-9-1 du code de la construction et de l'habitation au titre de la période triennale 2011-2013 pour la commune de **Ventabren** et constatant la non atteinte de l'objectif de réalisation de logements locatifs sociaux pour l'année 2013 notifié par courrier du Préfet des Bouches-du-Rhône en date 22 Avril 2013 ;

**VU** l'arrêté du 25 juillet 2014 relatif à la constitution de la commission départementale chargée de l'examen du respect des obligations de réalisation de logements sociaux pour la commune de **Ventabren** ;

**VU** la commission départementale chargée de l'examen du respect des obligations de réalisation de logements sociaux pour la commune de **Ventabren** en date du 17 septembre 2014, l'avis et la proposition en résultant d'augmenter le taux de majoration de la carence défini dans l'arrêté du 24/07/2014 prononçant la carence pour la commune de **Ventabren** ;

**VU** l'arrêté du 18 décembre 2014 relatif à l'augmentation du taux de majoration prévu par l'arrêté prononçant la carence pour la commune de **Ventabren** ;

**VU** l'arrêté du 28 décembre 2015 relatif à la réduction de la multiplication du taux de majoration prévu par l'arrêté prononçant la carence pour la commune de **Ventabren** ;

**VU** l'examen annuel réalisé par la commission départementale composée à l'identique de celle chargée de l'examen du respect des obligations de réalisation de logements sociaux en date du 27 septembre 2016 pour la commune de **Ventabren** ;

**CONSIDÉRANT** que le bilan triennal 2011-2013 ne fait état d'aucune réalisation de logements locatifs sociaux pour un objectif triennal de 57 alors que sur la même période, la commune a mis en chantier de nombreux logements ;

**CONSIDÉRANT** que le bilan établi au titre du II de l'article 26 de la loi du 18 janvier 2013 fait état d'une réalisation de 0 logement locatif social pour un objectif 2013 de 14 ;

**CONSIDÉRANT** que le bilan des deux périodes triennales cumulées atteint seulement 8% des objectifs triennaux cumulés pour ces mêmes périodes triennales ;

**CONSIDÉRANT** que le taux de logements locatifs sociaux est au 01/01/2015 de 0,74% du parc des résidences principales de la commune et demeure insuffisant ;

**CONSIDÉRANT** que les examens annuels au titre des années 2014, 2015 et des 3 premiers trimestres 2016 font état d'une réalisation de 15 logements locatifs sociaux pour un objectif triennal 2014-2016 de 130 soit un taux d'atteinte de l'objectif triennal de 11,50 % ;

**CONSIDÉRANT** cependant que des actions fortes en faveur du logement locatif social sont en cours actuellement sur la commune de **Ventabren** et que des premiers résultats apparaissent ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de tenir compte de la dynamique enclenchée, tout en soulignant la nécessité de l'accélérer encore considérablement pour répondre pleinement aux besoins de la commune et aux objectifs triennaux ;

**CONSIDÉRANT** la volonté de la commune de pérenniser et d'amplifier les actions en faveur du développement du logement locatif social, traduite notamment par la signature d'un Contrat de Mixité Sociale (CMS) en date du 21 juin 2016 entre l'État et la commune au sein duquel la commune s'engage notamment sur la création de 200 LLS sur la période triennale 2017-2019.

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône ;

## **ARRETE**

### Article 1<sup>er</sup> :

La multiplication par 2 du taux de majoration de la carence prévue par l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 18 décembre 2014 pour la commune de Ventabren est supprimée pour une année, le ramenant ainsi à **100%**. Ce taux de majoration est appliqué sur le montant du prélèvement par logement locatif social manquant en 2017 au regard de l'inventaire annuel des logements locatifs sociaux au 01/01/2016.

### Article 2 :

Monsieur le Sous-Préfet d'Aix-en-Provence, Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône et Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État et notifié aux intéressés.

Fait à MARSEILLE, le 20 décembre 2016

Le Préfet,

Signé : Stéphane BOUILLON

### Délais et voies de recours :

*Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Marseille. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet).*

Direction générale des finances publiques

13-2016-12-20-003

Arrêté relatif à la fermeture au public le vendredi 30 décembre 2016 matin du SIP d'Aix en Provence Nord



**DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES**

**DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES  
DE PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR  
ET DES BOUCHES-DU-RHÔNE**  
16, Rue Borde  
13357 Marseille Cedex 20

---

**Arrêté relatif à la fermeture au public le vendredi 30 décembre 2016 matin du SIP d'Aix-en-Provence Nord relevant de la direction régionale des Finances publiques de Provence- Alpes- Côte d'Azur et du département des Bouches-du-Rhône**

---

L'Administrateur général des Finances publiques, Directeur du pôle pilotage et ressources de la direction régionale des Finances publiques de Provence- Alpes- Côte d'Azur et du département des Bouches-du-Rhône,

**Vu** le décret n°71-69 du 26 janvier 1971 relatif au régime d'ouverture au public des services extérieurs de l'Etat ;

**Vu** les articles 26 et 43 du décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat, dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret n°2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des Finances publiques ;

**Vu** le décret n°2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des Finances publiques ;

**Vu** le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la direction générale des Finances publiques ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 3 août 2015 portant délégation de signature à Mme Claude SUIRE-REISMAN, directrice régionale des Finances publiques de Provence-Alpes-Côte d'Azur et du département des Bouches-du-Rhône en matière d'ouverture et de fermeture des services déconcentrés de la direction régionale des Finances publiques de Provence-Alpes-Côte d'Azur et du département des Bouches-du-Rhône ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1-** Le SIP d'Aix-en-Provence Nord, relevant de la direction régionale des Finances publiques de Provence- Alpes- Côte d'Azur et du département des Bouches-du-Rhône sera fermé au public le vendredi 30 décembre 2016 matin.

**ARTICLE 2-** Le présent arrêté sera publié au Recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Fait à Marseille, le 20 décembre 2016

Par délégation

L'Administrateur Général des Finances publiques,  
Directeur du pôle pilotage et ressources  
de la direction régionale des Finances publiques  
de Provence- Alpes- Côte d'Azur et du  
département des Bouches-du-Rhône

Signé

Yvan HUART

Direction générale des finances publiques

13-2016-12-15-004

Délégation de signature en matière de contentieux et de  
gracieux fiscal - Trésorerie de Vitrolles SPL



## **DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES**

**DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES  
DE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR  
ET DES BOUCHES DU RHONE**  
16, Rue Borde  
13357 Marseille Cedex 20

---

### **Délégation de signature**

---

Je soussignée : TARDIEU Claude, Inspecteur Divisionnaire des Finances publiques, responsable de la trésorerie de Vitrolles.

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2008-309, portant dispositions transitoires relatives à la Direction Générale des Finances Publiques ;

Vu le décret n° 2008-310 du 3 avril 2008, créant la Direction Générale des Finances Publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la Direction Générale des Finances Publiques ;

### **Décide de donner délégation générale à :**

Madame GAUTIER Frédérique, Inspecteur des Finances publiques, adjointe

Monsieur RASETA Lalanjanahary Dumont, Contrôleur Principal des Finances publiques

Madame SABATIER Véronique, Contrôleur Principal des Finances publiques

Décide de leur donner pouvoir :

- de gérer et administrer, pour moi et en mon nom, la Trésorerie de Vitrolles ;

- d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration ;

- d'effectuer les déclarations de créances, de signer les bordereaux de déclaration de créances et d'agir en justice.



Ils reçoivent mandat de me suppléer dans l'exercice de mes fonctions et de signer, seuls ou concurremment avec moi, tous les actes relatifs à ma gestion et aux affaires qui s'y rattachent.

En cas d'absence de Madame GAUTIER Frédérique, de Madame SABATIER Véronique et de Monsieur RASETA Lalanjanahary Dumont, Madame CAMPO Mireille, Contrôleur des Finances publiques reçoit les mêmes pouvoirs à condition de n'en faire usage qu'en cas d'empêchement de ma part ou des personnes ci-dessus sans toutefois que le non-empêchement soit opposable aux tiers.

**Décide de donner délégation spéciale à :**

Madame CAMPO Mireille et Madame SABATIER Véronique, Contrôleuses des Finances publiques, Monsieur SAINZ Bruno, Agent d'Administration des Finances Publiques reçoivent mandat pour signer et effectuer en mon nom les documents ou actes suivants : tout octroi de délais de paiement de moins de 4 mois et de moins de 2000 € en principal avec remise de majoration et frais jusqu'à 200 €.

Le présent arrêté sera publié au recueil des Actes Administratifs.

Fait à Vitrolles, le 15 décembre 2016

Le responsable de la trésorerie de Vitrolles,

*Signé*

Claude TARDIEU

Préfecture des Bouches-du-Rhone

13-2016-12-21-008

Arrêté du 21 décembre 2016 portant adoption du compte  
administratif 2016 du SIMA



PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

DIRECTION DES COLLECTIVITES  
LOCALES, DE L'UTILITE PUBLIQUE  
ET DE L'ENVIRONNEMENT  
BUREAU DES FINANCES LOCALES  
ET DE L'INTERCOMMUNALITE

---

**ARRÊTÉ PORTANT ADOPTION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2015 DU SYNDICAT  
MIXTE DU MASSIF FORESTIER DE L'ARBOIS**

---

**Le Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud  
Préfet des Bouches-du-Rhône**

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.5211-26, L. 1612-19 et L.1612-20 ;

VU le code des juridictions financières, notamment son article L232-1;

VU les lois et règlements relatifs aux budgets des communes et des établissements publics communaux et intercommunaux ;

VU l'arrêté interministériel du 17 décembre 2007 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M4 applicable aux services publics locaux industriels et commerciaux ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2015 mettant fin à l'exercice des compétences du syndicat mixte du massif forestier de l'Arbois et notamment son article 4 ;

VU la lettre du Préfet du 29 septembre 2016, enregistrée au greffe le 30 septembre 2016, par laquelle a été saisie la Chambre Régionale des Comptes en application de l'article L.5611-26 II du code général des collectivités territoriales, du défaut d'adoption du compte administratif 2015 du budget du syndicat mixte du massif forestier de l'Arbois dans le délai légal du 30 juin 2016 ;

VU l'avis N°2016-0231 (contrôle N°2016-0220) rendu le 15 novembre 2016 par la Chambre régionale des comptes de Provence, Alpes, Côte-d'Azur ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

.../...

## ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>**: Le compte administratif du budget du syndicat mixte du massif forestier de l'Arbois est arrêté et rendu exécutoire, conformément aux annexes II A1, II A2, II A3, II B1 et II B2 ci-jointes, intégrant les restes à réaliser et les résultats reportés de l'exercice 2014, et en conformité avec le compte de gestion 2015 établi par le comptable.

| <b>Syndicat mixte du massif forestier de l'Arbois</b> | Compte de gestion 2015 |                | Compte administratif 2015 |                |
|---|------------------------|----------------|---------------------------|----------------|
|   | Budget unique en euros | Investissement | Fonctionnement            | Investissement |
| Recettes nettes                                       | 150.489,50             | 216.893,60     | 150.489,50                | 216.893,60     |
| Dépenses nettes                                       | 166.685,90             | 107.089,93     | 166.685,90                | 107.089,93     |
| Solde d'exécution                                     | -16.196,40.            | 109.803,93     | -16.196,40.               | 109.803,93     |

**Budget unique:**Section de fonctionnement :

Recettes : 216 893,60 euros

Dépenses : 107 089,93 euros

Section d'investissement :

Recettes : 150 489,50 euros

Dépenses : 166 685,90 euros

**Article 2** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication au Recueil des actes administratifs de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

**Article 3** : La Directrice Régionale des Finances Publiques de Provence, Alpes, Côte-d'Azur, l'ordonnateur en fonction du syndicat mixte du massif forestier de l'Arbois et le président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État.

Marseille, le 21 décembre 2016

Pour le Préfet  
et par délégation  
La Secrétaire Générale Adjointe

Signé : Maxime AHRWEILLER

|                              |         |
|------------------------------|---------|
| SIMA BVA - 13 - S.I.M.A. BVA | CA 2015 |
|------------------------------|---------|

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b> | <b>II</b> |
| VUE D'ENSEMBLE                              | A1        |

EXECUTION DU BUDGET

|  |                           | DEPENSES     | RECETTES     |
|--|---------------------------|--------------|--------------|
| REALISATIONS DE<br>L'EXERCICE<br>(mandats et titres) | Section de fonctionnement | A 107 089,67 | G 216 893,60 |
|  | Section d'investissement  | B 166 685,90 | H 150 489,50 |

|                                  |  | +                           | +                  |
|----------------------------------|--|-----------------------------|--------------------|
| REPORTS DE<br>L'EXERCICE<br>2014 | Report en section de<br>fonctionnement (002) | C<br>(si déficit)           | I<br>(si excédent) |
|                                  | Report en section<br>d'investissement (001)  | D 11 908,31<br>(si déficit) | J<br>(si excédent) |

|                                   |  | =                       | =                       |
|-----------------------------------|--|-------------------------|-------------------------|
| TOTAL (réalisations +<br>reports) |  | 285 683,88<br>= A+B+C+D | 367 383,10<br>= G+H+I+J |

|   |   |            |            |
|---|---|------------|------------|
| RESTES A<br>REALISER A<br>REPORTER EN<br>2016 (1) | Section de fonctionnement                         | E 0,00     | K 0,00     |
|   | Section d'investissement                          | F 0,00     | L 0,00     |
|   | TOTAL des restes à réaliser à<br>reporter en 2016 | = E+F 0,00 | = K+L 0,00 |

|                    |                           |                          |                          |
|--------------------|---------------------------|--------------------------|--------------------------|
| RESULTAT<br>CUMULE | Section de fonctionnement | = A+C+E 107 089,67       | = G+I+K 216 893,60       |
|                    | Section d'investissement  | = B+D+F 178 594,21       | = H+J+L 150 489,50       |
|                    | TOTAL CUMULE              | = A+B+C+D+E+F 285 683,88 | = G+H+I+J+K+L 367 383,10 |



|                              |    |      |
|------------------------------|----|------|
| SIMA BVA - 13 - S.I.M.A. BVA | CA | 2015 |
|------------------------------|----|------|

|                                      |    |
|--------------------------------------|----|
| II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| VUE D'ENSEMBLE                       | A1 |

DETAIL DES RESTES A REALISER

| Chap. | Libellé                               | Dépenses engagées non mandatées | Titres restant à émettre |
|-------|---------------------------------------|---------------------------------|--------------------------|
|       | TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | E 0,00                          | K 0,00                   |
|       | TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT  | F 0,00                          | L 0,00                   |

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R.2311-11 du CGCT).  
 Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R.2311-11 du CGCT).

|                              |         |
|------------------------------|---------|
| SIMA BVA - 13 - S.I.M.A. BVA | CA 2015 |
|------------------------------|---------|

|  |           |
|--|-----------|
| <b>II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>  | <b>II</b> |
| <b>SECTION DE FONCTIONNEMENT - CHAPITRES</b> | <b>A2</b> |

**DEPENSES DE FONCTIONNEMENT**

| Chap.  | Libellé  | Crédits ouverts<br>(BP+DM+<br>RAR 2014) | Crédits employés (ou restant à employer) |                   |                               | Crédits annulés  |
|--|--|---|--|-------------------|-------------------------------|------------------|
|  |  |   | Mandats émis                             | Charg. rattachées | Restes à réaliser<br>au 31/12 |                  |
| 011  | Charges à caractère général                            | 74 132,76                               | 8 979,45                                 | 0,00              | 0,00                          | 65 153,31        |
| 012  | Charges de personnel et frais assimilés                | 42 000,00                               | 39 762,11                                | 0,00              | 0,00                          | 2 237,89         |
| 014  | Atténuations de produits                               | 0,00                                    | 0,00                                     | 0,00              | 0,00                          | 0,00             |
| 65   | Autres charges de gestion courante                     | 60 000,00                               | 52 588,36                                | 0,00              | 0,00                          | 7 411,64         |
| <b>Total des dépenses de gestion courante</b>                                  |  | <b>176 132,76</b>                       | <b>101 329,92</b>                        | <b>0,00</b>       | <b>0,00</b>                   | <b>74 802,84</b> |
| 66   | Charges financières                                    | 0,00                                    | 0,00                                     | 0,00              | 0,00                          | 0,00             |
| 67   | Charges exceptionnelles                                | 5 000,00                                | 0,00                                     | 0,00              | 0,00                          | 5 000,00         |
| 022  | Dépenses imprévues ( fonctionnement )                  | 0,00                                    | 0,00                                     | 0,00              | 0,00                          | 0,00             |
| <b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>                            |  | <b>181 132,76</b>                       | <b>101 329,92</b>                        | <b>0,00</b>       | <b>0,00</b>                   | <b>79 802,84</b> |
| 023  | Virement à la section d'investissement (2)             | 18 093,19                               | 0,00                                     | 0,00              | 0,00                          | 0,00             |
| 042  | Opérations d'ordre de transfert entre sections (2)     | 5 759,75                                | 5 759,75                                 | 0,00              | 0,00                          | 0,00             |
| 043  | Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonc | 0,00                                    | 0,00                                     | 0,00              | 0,00                          | 0,00             |
| <b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b>                            |  | <b>23 852,94</b>                        | <b>5 759,75</b>                          | <b>0,00</b>       | <b>0,00</b>                   | <b>18 093,19</b> |
| <b>TOTAL</b>   |  | <b>204 985,70</b>                       | <b>107 089,67</b>                        | <b>0,00</b>       | <b>0,00</b>                   | <b>97 896,03</b> |
| <b>Pour information<br/>D002 Déficit de fonctionnement reporté de<br/>2014</b> |  | (3) 0,00                                |  |                   |                               |                  |

**RECETTES DE FONCTIONNEMENT**

| Chap.   | Libellé  | Crédits ouverts<br>(BP+DM+<br>RAR 2014) | Crédits employés (ou restant à employer) |                  |                               | Crédits annulés |
|---|--|---|--|------------------|-------------------------------|-----------------|
|   |  |   | Titres émis                              | Prod. rattachées | Restes à réaliser<br>au 31/12 |                 |
| 013   | Atténuations de charges                                | 0,00                                    | 0,00                                     | 0,00             | 0,00                          | 0,00            |
| 70  | Produits des services, du domaine et ventes diverse    | 19 354,00                               | 28 408,38                                | 0,00             | 0,00                          | 0,00            |
| 73  | Impôts et taxes  | 0,00                                    | 0,00                                     | 0,00             | 0,00                          | 0,00            |
| 74  | Dotations, subventions et participations               | 85 322,00                               | 88 175,52                                | 0,00             | 0,00                          | 0,00            |
| 75  | Autres produits de gestion courante                    | 0,00                                    | 0,00                                     | 0,00             | 0,00                          | 0,00            |
| <b>Total des recettes de gestion courante</b>                                   |  | <b>104 676,00</b>                       | <b>116 583,90</b>                        | <b>0,00</b>      | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>     |
| 76  | Produits financiers                                    | 0,00                                    | 0,00                                     | 0,00             | 0,00                          | 0,00            |
| 77  | Produits exceptionnels                                 | 0,00                                    | 0,00                                     | 0,00             | 0,00                          | 0,00            |
| 78  | Reprises sur amortissements et provisions (1)          | 96 179,20                               | 96 179,20                                | 0,00             | 0,00                          | 0,00            |
| <b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>                             |  | <b>200 855,20</b>                       | <b>212 763,10</b>                        | <b>0,00</b>      | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>     |
| 042   | Opérations d'ordre de transfert entre sections (2)     | 4 130,50                                | 4 130,50                                 | 0,00             | 0,00                          | 0,00            |
| 043   | Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonc | 0,00                                    | 0,00                                     | 0,00             | 0,00                          | 0,00            |
| <b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b>                             |  | <b>4 130,50</b>                         | <b>4 130,50</b>                          | <b>0,00</b>      | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>     |
| <b>TOTAL</b>  |  | <b>204 985,70</b>                       | <b>216 893,60</b>                        | <b>0,00</b>      | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>     |
| <b>Pour information<br/>R002 Excédent de fonctionnement reporté<br/>de 2014</b> |  | (3) 0,00                                |  |                  |                               |                 |

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté)

|                              |         |
|------------------------------|---------|
| SIMA BVA - 13 - S.I.M.A. BVA | CA 2015 |
|------------------------------|---------|

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b> | <b>II</b> |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES</b> | <b>A3</b> |

**DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

| Chap.   | Libellé  | Crédits ouverts<br>(BP+DM+<br>RAR 2014) | Mandats émis      | Restes à réaliser<br>au 31/12 | Crédits annulés  |
|---|--|---|-------------------|-------------------------------|------------------|
| 010   | Stocks (3)   | 0,00                                    | 0,00              | 0,00                          | 0,00             |
| 20  | Immobilisations incorporelles (sauf 204)                   | 10 000,00                               | 3 579,40          | 0,00                          | 6 420,60         |
| 204   | Subventions d'équipement versées                           | 0,00                                    | 0,00              | 0,00                          | 0,00             |
| 21  | Immobilisations corporelles                                | 1 828,00                                | 0,00              | 0,00                          | 1 828,00         |
| 22  | Immobilisations reçues en affectation (4)                  | 0,00                                    | 0,00              | 0,00                          | 0,00             |
| 23  | Immobilisations en cours                                   | 0,00                                    | 0,00              | 0,00                          | 0,00             |
| <b>Total des dépenses d'équipement</b>                |  | <b>11 828,00</b>                        | <b>3 579,40</b>   | <b>0,00</b>                   | <b>8 248,60</b>  |
| 10  | Dotations, fonds divers et réserves                        | 0,00                                    | 0,00              | 0,00                          | 0,00             |
| 13  | Subventions d'investissement                               | 0,00                                    | 0,00              | 0,00                          | 0,00             |
| 16  | Emprunts et dettes assimilées                              | 0,00                                    | 0,00              | 0,00                          | 0,00             |
| 18  | Compte de liaison : affectation (5)                        | 0,00                                    | 0,00              | 0,00                          | 0,00             |
| 26  | Participations et créances rattachées à des participations | 0,00                                    | 0,00              | 0,00                          | 0,00             |
| 27  | Autres immobilisations financières                         | 0,00                                    | 0,00              | 0,00                          | 0,00             |
| 020   | Dépenses imprévues ( investissement )                      | 0,00                                    | 0,00              | 0,00                          | 0,00             |
| <b>Total des dépenses financières</b>                 |  | <b>0,00</b>                             | <b>0,00</b>       | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>      |
| 45..  | <b>Total des opé. pour compte de tiers (6)</b>             | <b>249 638,00</b>                       | <b>158 976,00</b> | <b>0,00</b>                   | <b>90 662,00</b> |
| <b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>    |  | <b>261 466,00</b>                       | <b>162 555,40</b> | <b>0,00</b>                   | <b>98 910,60</b> |
| 040   | Opérations d'ordre entre sections (1)                      | 4 130,50                                | 4 130,50          | 0,00                          | 0,00             |
| 041   | Opérations patrimoniales (1)                               | 0,00                                    | 0,00              | 0,00                          | 0,00             |
| <b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>    |  | <b>4 130,50</b>                         | <b>4 130,50</b>   | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>      |
| <b>TOTAL</b>  |  | <b>265 596,50</b>                       | <b>166 685,90</b> | <b>0,00</b>                   | <b>98 910,60</b> |
| <b>Pour information</b>                               |  | (3)                                     |                   |                               |                  |
| <b>D001 Solde d'exécution négatif reporté de 2014</b> |  | <b>11 908,31</b>                        |                   |                               |                  |

**RECETTES D'INVESTISSEMENT**

| Chap.   | Libellé  | Crédits ouverts<br>(BP+DM+<br>RAR 2014) | Titres émis       | Restes à réaliser<br>au 31/12 | Crédits annulés   |
|---|--|---|-------------------|-------------------------------|-------------------|
| 010   | Stocks (3)   | 0,00                                    | 0,00              | 0,00                          | 0,00              |
| 13  | Subventions d'investissement                               | 35 063,28                               | 59 342,85         | 0,00                          | 0,00              |
| 16  | Emprunts et dettes assimilées (hors 165)                   | 0,00                                    | 0,00              | 0,00                          | 0,00              |
| 20  | Immobilisations incorporelles (sauf 204)                   | 0,00                                    | 0,00              | 0,00                          | 0,00              |
| 204   | Subventions d'équipement versées                           | 0,00                                    | 0,00              | 0,00                          | 0,00              |
| 21  | Immobilisations corporelles                                | 0,00                                    | 0,00              | 0,00                          | 0,00              |
| 22  | Immobilisations reçues en affectation (4)                  | 0,00                                    | 0,00              | 0,00                          | 0,00              |
| 23  | Immobilisations en cours                                   | 0,00                                    | 0,00              | 0,00                          | 0,00              |
| <b>Total des recettes d'équipement</b>                |  | <b>35 063,28</b>                        | <b>59 342,85</b>  | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>       |
| 1068  | Dotations, fonds divers et réserves (7)                    | 35 033,87                               | 35 033,87         | 0,00                          | 0,00              |
| 18  | Compte de liaison : affectation (5)                        | 0,00                                    | 0,00              | 0,00                          | 0,00              |
| 26  | Participations et créances rattachées à des participations | 0,00                                    | 0,00              | 0,00                          | 0,00              |
| 27  | Autres immobilisations financières                         | 0,00                                    | 0,00              | 0,00                          | 0,00              |
| 024   | Produits de cessions                                       | 0,00                                    | 0,00              | 0,00                          | 0,00              |
| <b>Total des recettes financières</b>                 |  | <b>35 033,87</b>                        | <b>35 033,87</b>  | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>       |
| 45..  | <b>Total des opé. pour compte de tiers (6)</b>             | <b>183 554,72</b>                       | <b>50 353,03</b>  | <b>0,00</b>                   | <b>133 201,69</b> |
| <b>Total des recettes réelles d'investissement</b>    |  | <b>253 651,87</b>                       | <b>144 729,75</b> | <b>0,00</b>                   | <b>108 922,12</b> |
| 021   | Virement de la section de fonctionnement (1)               | 18 093,19                               | 0,00              | 0,00                          | 0,00              |
| 040   | Opérations d'ordre entre sections (1)                      | 5 759,75                                | 5 759,75          | 0,00                          | 0,00              |
| 041   | Opérations patrimoniales (1)                               | 0,00                                    | 0,00              | 0,00                          | 0,00              |
| <b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>    |  | <b>23 852,94</b>                        | <b>5 759,75</b>   | <b>0,00</b>                   | <b>18 093,19</b>  |
| <b>TOTAL</b>  |  | <b>277 504,81</b>                       | <b>150 489,50</b> | <b>0,00</b>                   | <b>127 015,31</b> |
| <b>Pour information</b>                               |  | (3)                                     |                   |                               |                   |
| <b>R001 Solde d'exécution positif reporté de 2014</b> |  | <b>0,00</b>                             |                   |                               |                   |

|                              |         |
|------------------------------|---------|
| SIMA BVA - 13 - S.I.M.A. BVA | CA 2015 |
|------------------------------|---------|

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b> | <b>II</b> |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES</b> | <b>A3</b> |

(1) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

|                              |         |
|------------------------------|---------|
| SIMA BVA - 13 - S.I.M.A. BVA | CA 2015 |
|------------------------------|---------|

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b> | <b>II</b> |
| <b>BALANCE GENERALE DU BUDGET</b>           | <b>B1</b> |

**1 - Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)**

|   | FONCTIONNEMENT                             | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL             |
|---|--|------------------------|------------------------|-------------------|
| 011   | Charges à caractère général                | 8 979,45               | 0,00                   | 8 979,45          |
| 012   | Charges de personnel et frais assimilés    | 39 762,11              | 0,00                   | 39 762,11         |
| 014   | Atténuations de produits                   | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 65  | Autres charges de gestion courante         | 52 588,36              | 0,00                   | 52 588,36         |
| 66  | Charges financières                        | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 67  | Charges exceptionnelles                    | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 68  | Dotations aux amortissements et provisions | 0,00                   | 5 759,75               | 5 759,75          |
| <b>Dépenses de fonctionnement - Total</b>       |  | <b>101 329,92</b>      | <b>5 759,75</b>        | <b>107 089,67</b> |
| <b>Pour information</b>                         |  |                        |                        | <b>0,00</b>       |
| D 002 Déficit de fonctionnement reporté de 2014 |  |                        |                        | <b>0,00</b>       |

|   | INVESTISSEMENT                                   | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL             |
|---|--|------------------------|------------------------|-------------------|
| 10  | Dotations, fonds divers et réserves              | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 13  | Subventions d'investissement                     | 0,00                   | 4 130,50               | 4 130,50          |
| 16  | Remboursement d'emprunts (sauf 1688 non bud.)    | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 18  | Compte de liaison : affectation                  | (8) 0,00               | 0,00                   | 0,00              |
| 20  | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)     | 3 579,40               | 0,00                   | 3 579,40          |
| 204   | Subventions d'équipements versés                 | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 21  | Immobilisations corporelles (6)                  | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 22  | Immobilisations reçues en affectation (6)        | (9) 0,00               | 0,00                   | 0,00              |
| 23  | Immobilisations en cours (6)                     | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 26  | Particip. et créances rattachées à des particip. | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 27  | Autres immobilisations financières               | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 45..  | Total des opérations pour compte de tiers (7)    | 158 976,00             | 0,00                   | 158 976,00        |
| 3..   | Stocks   | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| <b>Dépenses d'investissement - Total</b>        |  | <b>162 555,40</b>      | <b>4 130,50</b>        | <b>166 685,90</b> |
| <b>Pour information</b>                         |  |                        |                        | <b>11 908,31</b>  |
| D 001 Solde d'exécution négatif reporté de 2014 |  |                        |                        | <b>11 908,31</b>  |

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires ;

(2) Voir liste des opérations d'ordre ;

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié ;

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants ;

(5) Si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires ;

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement » ;

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9) ;

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

|                              |         |
|------------------------------|---------|
| SIMA BVA - 13 - S.I.M.A. BVA | CA 2015 |
|------------------------------|---------|

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b> | <b>II</b> |
| <b>BALANCE GENERALE DU BUDGET</b>           | <b>B2</b> |

**2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)**

|   | FONCTIONNEMENT                                       | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL             |
|---|--|------------------------|------------------------|-------------------|
| 013   | Atténuations de charges                              | 0,00                   |                        | 0,00              |
| 70  | Produits des services, du domaine et ventes diverses | 28 408,38              |                        | 28 408,38         |
| 73  | Impôts et taxes                                      | 0,00                   |                        | 0,00              |
| 74  | Dotations, subventions et participations             | 88 175,52              |                        | 88 175,52         |
| 75  | Autres produits de gestion courante                  | 0,00                   |                        | 0,00              |
| 76  | Produits financiers                                  | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 77  | Produits Exceptionnels                               | 0,00                   | 4 130,50               | 4 130,50          |
| 78  | Reprises sur amortissements et provisions            | 96 179,20              | 0,00                   | 96 179,20         |
| <b>Recettes de fonctionnement - Total</b>               |  | <b>212 763,10</b>      | <b>4 130,50</b>        | <b>216 893,60</b> |
| <b>Pour information</b>                                 |  |                        |                        | <b>0,00</b>       |
| <b>R 002 Excédent de fonctionnement reporté de 2014</b> |  |                        |                        | <b>0,00</b>       |

|  | INVESTISSEMENT                                     | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL             |
|--|--|------------------------|------------------------|-------------------|
| 1068   | Excédents de fonctionnement capitalisés            | 35 033,87              |                        | 35 033,87         |
| 13   | Subventions d'investissement                       | 59 342,85              | 0,00                   | 59 342,85         |
| 16   | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non bud.) | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 18   | Compte de liaison : affectation                    | 0,00                   |                        | 0,00              |
| 20   | Immobilisations incorporelles (sauf 204)(5)        | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 204  | Subventions d'équipements versés                   | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 21   | Immobilisations corporelles (5)                    | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 22   | Immobilisations reçues en affectation (5)          | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 23   | Immobilisations en cours (5)                       | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 26   | Particip. et créances rattachées à des particip.   | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 27   | Autres immobilisations financières                 | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 28   | Amortissements des immobilisations                 |                        | 5 759,75               | 5 759,75          |
| 45..   | Opérations pour compte de tiers (7)                | 50 353,03              | 0,00                   | 50 353,03         |
| 3..  | Stocks   | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| <b>Recettes d'investissement - Total</b>               |  | <b>144 729,75</b>      | <b>5 759,75</b>        | <b>150 489,50</b> |
| <b>Pour information</b>                                |  |                        |                        | <b>0,00</b>       |
| <b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de 2014</b> |  |                        |                        | <b>0,00</b>       |

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Préfecture des Bouches-du-Rhone

13-2016-12-21-009

Arrêté du 21-12-16 portant adoption du compte  
administratif 2015 du SMGETU



PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

DIRECTION DES COLLECTIVITES  
LOCALES , DE L'UTILITE PUBLIQUE  
ET DE L'ENVIRONNEMENT  
BUREAU DES FINANCES LOCALES  
ET DE L'INTERCOMMUNALITE

---

**ARRÊTÉ PORTANT ADOPTION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2015 DU SYNDICAT  
MIXTE DE GESTION ET D'EXPLOITATION DES TRANSPORTS URBAIN DE LA  
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU PAYS DE MARTIGUES ET DU SYNDICAT  
D'AGGLOMÉRATION NOUVELLE OUEST PROVENCE**

---

**Le Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud  
Préfet des Bouches-du-Rhône**

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.5211-26, L.1612-19 et L.1612-20 ;

VU le code des juridictions financières, notamment son article L232-1;

VU les lois et règlements relatifs aux budgets des communes et des établissements publics communaux et intercommunaux ;

VU l'arrêté interministériel du 17 décembre 2007 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M4 applicable aux services publics locaux industriels et commerciaux ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2015 mettant fin à l'exercice des compétences du syndicat mixte de gestion et d'exploitation des transports urbains de la communauté d'agglomération du pays de Martigues et du syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et notamment son article 4 ;

VU la lettre du Préfet du 29 septembre 2016, enregistrée au greffe le 30 septembre 2016, par laquelle a été saisie la Chambre Régionale des Comptes en application de l'article L.5611-26 II du code général des collectivités territoriales, du défaut d'adoption des comptes administratifs 2015 (budget principal et budget annexe) du syndicat mixte de gestion et d'exploitation des transports urbains de la communauté d'agglomération du pays de Martigues et du syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence dans le délai légal du 30 juin 2016 ;

VU l'avis N°2016-0232 (contrôle N°2016-0219) rendu le 15 novembre 2016 par la Chambre régionale des comptes de Provence, Alpes, Côte-d'Azur ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

.../...



## ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>:** Les comptes administratifs du budget principal et du budget annexe du syndicat mixte de gestion et d'exploitation des transports urbains de la communauté d'agglomération du pays de Martigues et du syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence sont arrêtés et rendus exécutoires, conformément aux annexes II A1, II A2, II A3, II B1 et II B2 ci-jointes, intégrant les restes à réaliser et les résultats reportés de l'exercice 2014, et en conformité avec les comptes de gestion 2015 établis par le comptable.

| <b><u>Budget Principal en euros</u></b> | Compte de gestion 2015 |                | Compte administratif 2015 |                |
|---|------------------------|----------------|---------------------------|----------------|
|   | Investissement         | Fonctionnement | Investissement            | Fonctionnement |
| Recettes nettes                         | 197.311,47             | 32.473.681,86  | 197.311,47                | 32.473.681,86  |
| Dépenses nettes                         | 2.374.425,73           | 28.909.411,01  | 2.374.425,73              | 28.909.411,01  |
| Solde d'exécution                       | -2.177.114,26          | 3.564.270,85   | -2.177.114,26             | 3.564.270,85   |

| <b><u>Budget Annexe Régie des Transports en euros</u></b> | Compte de gestion 2015 |                | Compte administratif 2015 |                |
|---|------------------------|----------------|---------------------------|----------------|
|   | Investissement         | Fonctionnement | Investissement            | Fonctionnement |
| Recettes nettes   | 3.695.249,13           | 9.489.135,04   | 3.695.249,13              | 9.489.135,04   |
| Dépenses nettes   | 3.467.458,79           | 9.375.941,56   | 3.467.458,79              | 9.375.941,56   |
| Solde d'exécution   | 227.790,34             | 113.193,48     | 227.790,34                | 113.193,48     |

**Budget principal**Section de fonctionnement :

Recettes : 32 473 681,86 euros

Dépenses : 28 909 411,01 euros

Section d'investissement :

Recettes : 197 311,47 euros

Dépenses : 2 374 425,73 euros

.../...

**Budget annexe Régie des Transports**

Section de fonctionnement :

Recettes : 9 489 135,04 euros

Dépenses : 9 375 941,56 euros

Section d'investissement :

Recettes : 3 695 249,13 euros

Dépenses : 3 467 458,79 euros

**Article 2 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication au Recueil des actes administratifs de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

**Article 3 :** La Directrice Régionale des Finances Publiques de Provence, Alpes, Côte-d'Azur, l'ordonnateur en fonction du syndicat mixte de gestion et d'exploitation des transports urbains de la communauté d'agglomération du pays de Martigues et du syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et le président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État.

Marseille, le 21 décembre 2016

Pour le Préfet  
et par délégation  
La Secrétaire Générale Adjointe

Signé : Maxime AHRWEILLER

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b> | <b>II</b> |
| <b>VUE D'ENSEMBLE</b>                                     | <b>A1</b> |

## EXECUTION DU BUDGET

|  |                          | DEPENSES        | RECETTES        | SOLDE D'EXECUTION (1) |
|--|--------------------------|-----------------|-----------------|-----------------------|
| REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres) | Section d'exploitation   | A 28 909 411,01 | G 32 473 681,86 | G-A 3 564 270,85      |
|  | Section d'investissement | B -2 374 425,73 | H 197 311,47    | H-B -2 177 114,26     |

|                           |  | DEPENSES               | RECETTES                        |
|---------------------------|--|------------------------|---------------------------------|
| REPORTS DE L'EXERCICE N-1 | Report en section d'exploitation (002)   | C 0,00<br>(si déficit) | I 1 823 421,18<br>(si excédent) |
|                           | Report en section d'investissement (001) | D 0,00<br>(si déficit) | J 1 411 055,15<br>(si excédent) |

|                                |  | DEPENSES                 | RECETTES                 | SOLDE D'EXECUTION (1) |
|--------------------------------|--|--------------------------|--------------------------|-----------------------|
| TOTAL (réalisations + reports) |  | P= A+B+C+D 31 283 836,74 | Q= G+H+I+J 35 905 469,66 | =Q-P 4 621 632,92     |

|   |   | DEPENSES          | RECETTES       | SOLDE D'EXECUTION (1) |
|---|---|-------------------|----------------|-----------------------|
| RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2) | Section d'exploitation                        | E 8 904,30        | K 0,00         |                       |
|   | Section d'investissement                      | F 2 265 558,03    | L 81 867,65    |                       |
|   | TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1 | =E+F 2 274 462,33 | =K+L 81 867,65 |                       |

|                 |                          | DEPENSES                    | RECETTES                    | SOLDE D'EXECUTION (1) |
|-----------------|--------------------------|-----------------------------|-----------------------------|-----------------------|
| RESULTAT CUMULE | Section d'exploitation   | = A+C+E 28 918 315,31       | = G+I+K 34 297 103,04       | 5 378 787,73          |
|                 | Section d'investissement | = B+D+F 4 639 983,76        | = H+J+L 1 690 234,27        | -2 949 749,49         |
|                 | TOTAL CUMULE             | = A+B+C+D+E+F 33 558 299,07 | = G+H+I+J+K+L 35 987 337,31 | 2 429 038,24          |

## DETAIL DES RESTES A REALISER

| Chap.                                       | Libellé                                | Dépenses engagées non mandatées | Titres restant à émettre |
|---|--|---------------------------------|--------------------------|
| <b>TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION</b>   |  | E 8 904,30                      | K 0,00                   |
| 011   | Charges à caractère général            | 8 904,30                        |                          |
| 012   | Charges de personnel, frais assimilés  | 0,00                            |                          |
| 014   | Atténuations de produits               | 0,00                            |                          |
| 65  | Autres charges de gestion courante     | 0,00                            |                          |
| 66  | Charges financières                    | 0,00                            |                          |
| 67  | Charges exceptionnelles                | 0,00                            |                          |
| 69  | Impôts sur les bénéfices et assimilés  | 0,00                            |                          |
| 70  | Ventes produits fabriqués, prestations |                                 | 0,00                     |
| 73  | Produits issus de la fiscalité         |                                 | 0,00                     |
| 74  | Subventions d'exploitation             |                                 | 0,00                     |
| 75  | Autres produits de gestion courante    |                                 | 0,00                     |
| 013   | Atténuations de charges                |                                 | 0,00                     |
| 76  | Produits financiers                    |                                 | 0,00                     |
| 77  | Produits exceptionnels                 |                                 | 0,00                     |
| <b>TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b> |  | F 2 265 558,03                  | L 81 867,65              |
| 10  | Dotations, fonds divers et réserves    | 0,00                            | 0,00                     |

| Chap. | Libellé                                      | Dépenses engagées non mandatées | Titres restant à émettre |
|-------|--|---------------------------------|--------------------------|
| 13    | Subventions d'investissement                 | 0,00                            | 81 867,65                |
| 16    | Emprunts et dettes assimilées                | 0,00                            | 0,00                     |
| 18    | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6) | 0,00                            | 0,00                     |
| 20    | Immobilisations incorporelles                | 362 071,58                      | 0,00                     |
| 21    | Immobilisations corporelles                  | 169 966,81                      | 0,00                     |
| 22    | Immobilisations reçues en affectation (5)    | 0,00                            | 0,00                     |
| 23    | Immobilisations en cours                     | 1 733 519,64                    | 0,00                     |
| 26    | Participat° et créances rattachées           | 0,00                            | 0,00                     |
| 27    | Autres immobilisations financières           | 0,00                            | 0,00                     |

(1) Indiquer le signe -- si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses.

(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en recettes qu'en dépenses.

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b> | <b>II</b> |
| <b>SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES</b>                 | <b>A2</b> |

**DEPENSES D'EXPLOITATION**

| Chap.  | Libellé   | Crédits ouverts<br>(BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) |                    |                            | Crédits annulés (1) |
|--|---|------------------------------------|--|--------------------|----------------------------|---------------------|
|  |   |                                    | Mandats émis                             | Charges rattachées | Restes à réaliser au 31/12 |                     |
| 011  | Charges à caractère général                                   | 18 686 638,00                      | 17 311 745,62                            | 427 246,82         | 8 904,30                   | 938 741,26          |
| 012  | Charges de personnel, frais assimilés                         | 1 986 034,00                       | 1 776 676,68                             | 38 543,01          | 0,00                       | 170 814,31          |
| 014  | Atténuations de produits                                      | 8 892 600,00                       | 8 634 108,89                             | 245 936,98         | 0,00                       | 12 554,13           |
| 65   | Autres charges de gestion courante                            | 321 000,00                         | 118 065,15                               | 200 000,00         | 0,00                       | 2 934,85            |
| <b>Total des dépenses de gestion courante</b>    |   | <b>29 886 272,00</b>               | <b>27 840 596,34</b>                     | <b>911 726,81</b>  | <b>8 904,30</b>            | <b>1 125 044,55</b> |
| 66   | Charges financières   | 0,00                               | 0,00                                     | 0,00               | 0,00                       | 0,00                |
| 67   | Charges exceptionnelles                                       | 1 000,00                           | 0,69                                     | 0,00               | 0,00                       | 999,31              |
| 68   | Dotations aux provisions et dépréciat°(2)                     | 936 945,00                         | 0,00                                     |                    |                            | 936 945,00          |
| 69   | Impôts sur les bénéfices et assimilés(3)                      | 0,00                               | 0,00                                     | 0,00               | 0,00                       | 0,00                |
| 022  | Dépenses imprévues  | 0,00                               |  |                    |                            |                     |
| <b>Total des dépenses réelles d'exploitation</b> |   | <b>30 824 217,00</b>               | <b>27 840 597,03</b>                     | <b>911 726,81</b>  | <b>8 904,30</b>            | <b>2 062 988,86</b> |
| 023  | Virement à la section d'investissement (4)                    | 3 305 383,00                       |  |                    |                            |                     |
| 042  | Opérat° ordre transfert entre sections (4)                    | 182 300,00                         | 157 087,17                               |                    |                            | 25 212,83           |
| 043  | Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4) | 0,00                               | 0,00                                     |                    |                            | 0,00                |
| <b>Total des dépenses d'ordre d'exploitation</b> |   | <b>3 487 683,00</b>                | <b>157 087,17</b>                        |                    |                            | <b>3 330 595,83</b> |
| <b>TOTAL</b>                                     |   | <b>34 311 900,00</b>               | <b>27 997 684,20</b>                     | <b>911 726,81</b>  | <b>8 904,30</b>            | <b>5 393 584,69</b> |
| Pour information                                 |   | 0,00                               |  |                    |                            |                     |
| D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1      |   |                                    |  |                    |                            |                     |

**RECETTES D'EXPLOITATION**

| Chap.  | Libellé   | Crédits ouverts<br>(BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) |                     |                            | Crédits annulés  |
|--|---|------------------------------------|--|---------------------|----------------------------|------------------|
|  |   |                                    | Titres émis                              | Prod. rattachées    | Restes à réaliser au 31/12 |                  |
| 013  | Atténuations de charges                                       | 0,00                               | 0,00                                     | 0,00                | 0,00                       | 0,00             |
| 70   | Ventes produits fabriqués, prestations                        | 190 000,00                         | 170 346,25                               | 15 022,73           | 0,00                       | 4 631,02         |
| 73   | Produits issus de la fiscalité(5)                             | 28 040 570,00                      | 24 434 182,18                            | 3 627 215,80        | 0,00                       | -20 827,98       |
| 74   | Subventions d'exploitation                                    | 4 111 500,00                       | 3 860 363,24                             | 200 000,00          | 0,00                       | 51 136,76        |
| 75   | Autres produits de gestion courante                           | 109 608,82                         | 106 735,49                               | 0,00                | 0,00                       | 2 873,33         |
| <b>Total des recettes de gestion courante</b>    |   | <b>32 451 678,82</b>               | <b>28 571 627,16</b>                     | <b>3 842 238,53</b> | <b>0,00</b>                | <b>37 813,13</b> |
| 76   | Produits financiers   | 0,00                               | 0,00                                     | 0,00                | 0,00                       | 0,00             |
| 77   | Produits exceptionnels  | 1 800,00                           | 24 950,00                                | 0,00                | 0,00                       | -23 150,00       |
| 78   | Reprises sur provisions et dépréciations (2)                  | 0,00                               | 0,00                                     |                     |                            | 0,00             |
| <b>Total des recettes réelles d'exploitation</b> |   | <b>32 453 478,82</b>               | <b>28 596 577,16</b>                     | <b>3 842 238,53</b> | <b>0,00</b>                | <b>14 663,13</b> |
| 042  | Opérat° ordre transfert entre sections (4)                    | 35 000,00                          | 34 866,17                                |                     |                            | 133,83           |
| 043  | Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4) | 0,00                               | 0,00                                     |                     |                            | 0,00             |
| <b>Total des recettes d'ordre d'exploitation</b> |   | <b>35 000,00</b>                   | <b>34 866,17</b>                         |                     |                            | <b>133,83</b>    |
| <b>TOTAL</b>                                     |   | <b>32 488 478,82</b>               | <b>28 631 443,33</b>                     | <b>3 842 238,53</b> | <b>0,00</b>                | <b>14 796,96</b> |
| Pour information                                 |   | 1 823 421,18                       |  |                     |                            |                  |
| R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1     |   |                                    |  |                     |                            |                  |

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés.

(2) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(3) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) Ce chapitre existe uniquement en M41, M43 et M44.

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b> | <b>II</b> |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES</b>               | <b>A3</b> |

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé  | Crédits ouverts<br>(BP+DM+RAR N-1) | Mandats émis        | Restes à réaliser<br>au 31/12 | Crédits annulés<br>(1) |
|-------|--|------------------------------------|---------------------|-------------------------------|------------------------|
| 20    | Immobilisations incorporelles                      | 1 873 378,00                       | 393 129,44          | 362 071,58                    | 1 118 176,98           |
| 21    | Immobilisations corporelles                        | 4 577 022,00                       | 460 464,43          | 169 966,81                    | 3 946 590,76           |
| 22    | Immobilisations reçues en affectation              | 0,00                               | 0,00                | 0,00                          | 0,00                   |
| 23    | Immobilisations en cours                           | 5 993 838,45                       | 1 484 565,69        | 1 733 519,64                  | 2 775 753,12           |
|       | Total des opérations d'équipement                  | 0,00                               | 0,00                | 0,00                          | 0,00                   |
|       | <b>Total des dépenses d'équipement</b>             | <b>12 444 238,45</b>               | <b>2 338 159,56</b> | <b>2 265 558,03</b>           | <b>7 840 520,86</b>    |
| 10    | Dotations, fonds divers et réserves                | 0,00                               | 0,00                | 0,00                          | 0,00                   |
| 13    | Subventions d'investissement                       | 0,00                               | 0,00                | 0,00                          | 0,00                   |
| 16    | Emprunts et dettes assimilées                      | 0,00                               | 0,00                | 0,00                          | 0,00                   |
| 18    | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)       | 0,00                               | 0,00                | 0,00                          | 0,00                   |
| 26    | Participat° et créances rattachées                 | 0,00                               | 0,00                | 0,00                          | 0,00                   |
| 27    | Autres immobilisations financières                 | 1 500,00                           | 1 400,00            | 0,00                          | 100,00                 |
| 020   | Dépenses imprévues                                 | 0,00                               |                     |                               |                        |
|       | <b>Total des dépenses financières</b>              | <b>1 500,00</b>                    | <b>1 400,00</b>     | <b>0,00</b>                   | <b>100,00</b>          |
| 45... | Total des opérations pour compte de tiers (4)      | 0,00                               | 0,00                | 0,00                          | 0,00                   |
|       | <b>Total des dépenses réelles d'investissement</b> | <b>12 445 738,45</b>               | <b>2 339 559,56</b> | <b>2 265 558,03</b>           | <b>7 840 620,86</b>    |
| 040   | Opérat° ordre transfert entre sections (2)         | 35 000,00                          | 34 866,17           |                               | 133,83                 |
| 041   | Opérations patrimoniales (2)                       | 0,00                               | 0,00                |                               | 0,00                   |
|       | <b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b> | <b>35 000,00</b>                   | <b>34 866,17</b>    |                               | <b>133,83</b>          |
|       | <b>TOTAL</b>                                       | <b>12 480 738,45</b>               | <b>2 374 425,73</b> | <b>2 265 558,03</b>           | <b>7 840 754,69</b>    |
|       | Pour information                                   | 0,00                               |                     |                               |                        |
|       | D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1     |                                    |                     |                               |                        |

## RECETTES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé  | Crédits ouverts<br>(BP+DM+RAR N-1) | Titres émis       | Restes à réaliser<br>au 31/12 | Crédits annulés      |
|-------|--|------------------------------------|-------------------|-------------------------------|----------------------|
| 13    | Subventions d'investissement                       | 82 000,00                          | 0,00              | 81 867,65                     | 132,35               |
| 16    | Emprunts et dettes assimilées (hors 165)           | 7 400 000,30                       | 0,00              | 0,00                          | 7 400 000,30         |
| 20    | Immobilisations incorporelles                      | 0,00                               | 0,00              | 0,00                          | 0,00                 |
| 21    | Immobilisations corporelles                        | 0,00                               | 40 224,30         | 0,00                          | -40 224,30           |
| 22    | Immobilisations reçues en affectation              | 0,00                               | 0,00              | 0,00                          | 0,00                 |
| 23    | Immobilisations en cours                           | 100 000,00                         | 0,00              | 0,00                          | 100 000,00           |
|       | <b>Total des recettes d'équipement</b>             | <b>7 582 000,30</b>                | <b>40 224,30</b>  | <b>81 867,65</b>              | <b>7 459 908,35</b>  |
| 10    | Dotations, fonds divers et réserves                | 0,00                               | 0,00              | 0,00                          | 0,00                 |
| 106   | Réserves (5)                                       | 0,00                               | 0,00              | 0,00                          | 0,00                 |
| 165   | Dépôts et cautionnements reçus                     | 0,00                               | 0,00              | 0,00                          | 0,00                 |
| 18    | Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(3)        | 0,00                               | 0,00              | 0,00                          | 0,00                 |
| 26    | Participat° et créances rattachées                 | 0,00                               | 0,00              | 0,00                          | 0,00                 |
| 27    | Autres immobilisations financières                 | 0,00                               | 0,00              | 0,00                          | 0,00                 |
|       | <b>Total des recettes financières</b>              | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>       | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>          |
| 45... | Total des opérations pour le compte de tiers (4)   | 0,00                               | 0,00              | 0,00                          | 0,00                 |
|       | <b>Total des recettes réelles d'investissement</b> | <b>7 582 000,30</b>                | <b>40 224,30</b>  | <b>81 867,65</b>              | <b>7 459 908,35</b>  |
| 021   | Virement de la section d'exploitation (2)          | 3 305 383,00                       |                   |                               |                      |
| 040   | Opérat° ordre transfert entre sections (2)         | 182 300,00                         | 157 087,17        |                               | 25 212,83            |
| 041   | Opérations patrimoniales (2)                       | 0,00                               | 0,00              |                               | 0,00                 |
|       | <b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b> | <b>3 487 683,00</b>                | <b>157 087,17</b> |                               | <b>3 330 595,83</b>  |
|       | <b>TOTAL</b>                                       | <b>11 069 683,30</b>               | <b>197 311,47</b> | <b>81 867,65</b>              | <b>10 790 504,18</b> |
|       | Pour information                                   | 1 411 055,15                       |                   |                               |                      |
|       | R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1     |                                    |                   |                               |                      |

SMGETU DU SAN ET DE LA CAPM - 73000- BUDGET PRINCIPAL DU SMGETU - CA - 2015

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés.

(2) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(4) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(5) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b> | <b>II</b> |
| <b>BALANCE GENERALE DU BUDGET</b>                         | <b>B1</b> |

**1 – MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)**

|  | EXPLOITATION                              | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL                |
|--|---|------------------------|------------------------|----------------------|
| 011                                    | Charges à caractère général               | 17 738 992,44          |                        | 17 738 992,44        |
| 012                                    | Charges de personnel, frais assimilés     | 1 815 219,69           |                        | 1 815 219,69         |
| 014                                    | Atténuations de produits                  | 8 880 045,87           |                        | 8 880 045,87         |
| 60                                     | Achats et variation des stocks (3)        |                        | 0,00                   | 0,00                 |
| 65                                     | Autres charges de gestion courante        | 318 065,15             |                        | 318 065,15           |
| 66                                     | Charges financières                       | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                 |
| 67                                     | Charges exceptionnelles                   | 0,69                   | 664,13                 | 664,82               |
| 68                                     | Dot. Amortist, dépréciat°, provisions     | 0,00                   | 156 423,04             | 156 423,04           |
| 69                                     | Impôts sur les bénéfiques et assimilés(4) | 0,00                   |                        | 0,00                 |
| 71                                     | Production stockée (ou déstockage) (3)    |                        | 0,00                   | 0,00                 |
| <b>Dépenses d'exploitation – Total</b> |   | <b>28 752 323,84</b>   | <b>157 087,17</b>      | <b>28 909 411,01</b> |

|  |             |
|--|-------------|
| <b>D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1</b> | <b>0,00</b> |
|--|-------------|

|   |                      |
|---|----------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b> | <b>28 909 411,01</b> |
|---|----------------------|

|  | INVESTISSEMENT   | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL               |
|--|--|------------------------|------------------------|---------------------|
| 10                                       | Dotations, fonds divers et réserves                      | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 13                                       | Subventions d'investissement                             | 0,00                   | 34 866,17              | 34 866,17           |
| 14                                       | Prov. Réglementées, amort. dérogatoires                  |                        | 0,00                   | 0,00                |
| 15                                       | Provisions pour risques et charges (5)                   |                        | 0,00                   | 0,00                |
| 16                                       | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 18                                       | Compte de liaison : affectat° (BA,régie)                 | 0,00                   |                        | 0,00                |
|  | Total des opérations d'équipement                        | 0,00                   |                        | 0,00                |
| 20                                       | Immobilisations incorporelles (6)                        | 393 129,44             | 0,00                   | 393 129,44          |
| 21                                       | Immobilisations corporelles (6)                          | 460 464,43             | 0,00                   | 460 464,43          |
| 22                                       | Immobilisations reçues en affectation (6)                | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 23                                       | Immobilisations en cours (6)                             | 1 484 565,69           | 0,00                   | 1 484 565,69        |
| 26                                       | Participations et créances rattachées                    | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 27                                       | Autres immobilisations financières                       | 1 400,00               | 0,00                   | 1 400,00            |
| 28                                       | Amortissement des immobilisations(reprises)              |                        | 0,00                   | 0,00                |
| 29                                       | Dépréciation des immobilisations                         |                        | 0,00                   | 0,00                |
| 39                                       | Dépréciat° des stocks et en-cours                        |                        | 0,00                   | 0,00                |
| 45...                                    | Total des opérations pour compte de tiers (7)            | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 481                                      | Charges à répartir plusieurs exercices                   |                        | 0,00                   | 0,00                |
| 3...                                     | Stocks   | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| <b>Dépenses d'investissement – Total</b> |  | <b>2 339 559,56</b>    | <b>34 866,17</b>       | <b>2 374 425,73</b> |

|  |             |
|--|-------------|
| <b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE N-1</b> | <b>0,00</b> |
|--|-------------|

|  |                     |
|--|---------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEE</b> | <b>2 374 425,73</b> |
|--|---------------------|

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.  
(2) Voir liste des opérations d'ordre.  
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).  
(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.  
(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.  
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».  
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).



|   |           |
|---|-----------|
| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b> | <b>II</b> |
| <b>BALANCE GENERALE DU BUDGET</b>                         | <b>B2</b> |

**2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)**

|     | EXPLOITATION                             | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL                |
|-----|--|------------------------|------------------------|----------------------|
| 013 | Atténuations de charges                  | 0,00                   |                        | 0,00                 |
| 60  | Achats et variation des stocks (3)       |                        | 0,00                   | 0,00                 |
| 70  | Ventes produits fabriqués, prestations   | 185 368,98             |                        | 185 368,98           |
| 71  | Production stockée (ou déstockage)(3)    |                        | 0,00                   | 0,00                 |
| 72  | Production immobilisée                   |                        | 0,00                   | 0,00                 |
| 73  | Produits issus de la fiscalité(7)        | 28 061 397,98          |                        | 28 061 397,98        |
| 74  | Subventions d'exploitation               | 4 060 363,24           |                        | 4 060 363,24         |
| 75  | Autres produits de gestion courante      | 106 735,49             |                        | 106 735,49           |
| 76  | Produits financiers                      | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                 |
| 77  | Produits exceptionnels                   | 24 950,00              | 34 866,17              | 59 816,17            |
| 78  | Reprise amort., dépréciat° et provisions | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                 |
| 79  | Transferts de charges                    |                        | 0,00                   | 0,00                 |
|     | <b>Recettes d'exploitation – Total</b>   | <b>32 438 815,69</b>   | <b>34 866,17</b>       | <b>32 473 681,86</b> |

|   |                     |
|---|---------------------|
| <b>R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1</b> | <b>1 823 421,18</b> |
|---|---------------------|

|   |                      |
|---|----------------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b> | <b>34 297 103,04</b> |
|---|----------------------|

|       | INVESTISSEMENT   | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL             |
|-------|--|------------------------|------------------------|-------------------|
| 10    | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)           | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 13    | Subventions d'investissement                             | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 14    | Prov. Réglementées, amort. dérogatoires                  |                        | 0,00                   | 0,00              |
| 15    | Provisions pour risques et charges (4)                   |                        | 0,00                   | 0,00              |
| 16    | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 18    | Comptes liaison : affectat° BA, régies                   | 0,00                   |                        | 0,00              |
| 20    | Immobilisations incorporelles(5)                         | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 21    | Immobilisations corporelles(5)                           | 40 224,30              | 664,13                 | 40 888,43         |
| 22    | Immobilisations reçues en affectation(5)                 | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 23    | Immobilisations en cours(5)                              | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 26    | Participations et créances rattachées                    | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 27    | Autres immobilisations financières                       | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 28    | Amortissement des immobilisations                        |                        | 156 423,04             | 156 423,04        |
| 29    | Dépréciation des immobilisations (4)                     |                        | 0,00                   | 0,00              |
| 39    | Dépréciat° des stocks et en-cours (4)                    |                        | 0,00                   | 0,00              |
| 45... | Opérations pour compte de tiers (6)                      | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 481   |  |                        | 0,00                   | 0,00              |
| 3...  | Stocks   | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
|       | <b>Recettes d'investissement – Total</b>                 | <b>40 224,30</b>       | <b>157 087,17</b>      | <b>197 311,47</b> |

|   |                     |
|---|---------------------|
| <b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1</b> | <b>1 411 055,15</b> |
|---|---------------------|

|                                    |             |
|------------------------------------|-------------|
| <b>AFFECTATION AUX COMPTES 106</b> | <b>0,00</b> |
|------------------------------------|-------------|

|   |                     |
|---|---------------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | <b>1 608 366,62</b> |
|---|---------------------|

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.  
 (2) Voir liste des opérations d'ordre.  
 (3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).  
 (4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.  
 (5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».  
 (6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).  
 (7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b> | <b>II</b> |
| <b>VUE D'ENSEMBLE</b>                                     | <b>A1</b> |

**EXECUTION DU BUDGET**

|  |                          | DEPENSES |              | RECETTES |              | SOLDE D'EXECUTION (1) |            |
|--|--------------------------|----------|--------------|----------|--------------|-----------------------|------------|
| REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres) | Section d'exploitation   | A        | 9 375 941,56 | G        | 9 489 135,04 | G-A                   | 113 193,48 |
|  | Section d'investissement | B        | 3 467 458,79 | H        | 3 695 249,13 | H-B                   | 227 790,34 |

|                           |  | + |                      | + |                               |
|---------------------------|--|---|----------------------|---|-------------------------------|
| REPORTS DE L'EXERCICE N-1 | Report en section d'exploitation (002)   | C | 0,00<br>(si déficit) | I | 856 423,84<br>(si excédent)   |
|                           | Report en section d'investissement (001) | D | 0,00<br>(si déficit) | J | 1 276 788,17<br>(si excédent) |

|                                       |  | DEPENSES |               | RECETTES |               | SOLDE D'EXECUTION (1) |              |
|---------------------------------------|--|----------|---------------|----------|---------------|-----------------------|--------------|
| <b>TOTAL (réalisations + reports)</b> |  | P=       | 12 843 400,35 | Q=       | 15 317 596,18 | =Q-P                  | 2 474 195,83 |

|   |  |      |              |      |      |
|---|--|------|--------------|------|------|
| RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2) | Section d'exploitation                               | E    | 0,00         | K    | 0,00 |
|   | Section d'investissement                             | F    | 1 471 890,90 | L    | 0,00 |
|   | <b>TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1</b> | =E+F | 1 471 890,90 | =K+L | 0,00 |

|                 |                          | DEPENSES      |               | RECETTES      |               | SOLDE D'EXECUTION (1) |  |
|-----------------|--------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-----------------------|--|
| RESULTAT CUMULE | Section d'exploitation   | = A+C+E       | 9 375 941,56  | = G+H+K       | 10 345 558,88 | 969 617,32            |  |
|                 | Section d'investissement | = B+D+F       | 4 939 349,69  | = H+J+L       | 4 972 037,30  | 32 687,61             |  |
|                 | <b>TOTAL CUMULE</b>      | = A+B+C+D+E+F | 14 315 291,25 | = G+H+I+J+K+L | 15 317 596,18 | 1 002 304,93          |  |

**DETAIL DES RESTES A REALISER**

| Chap.                                       | Libellé                                | Dépenses engagées non mandatées | Titres restant à émettre |
|---|--|---------------------------------|--------------------------|
| <b>TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION</b>   |  | E                               | 0,00                     |
| 011   | Charges à caractère général            | 0,00                            |                          |
| 012   | Charges de personnel, frais assimilés  | 0,00                            |                          |
| 014   | Atténuations de produits               | 0,00                            |                          |
| 65  | Autres charges de gestion courante     | 0,00                            |                          |
| 66  | Charges financières                    | 0,00                            |                          |
| 67  | Charges exceptionnelles                | 0,00                            |                          |
| 69  | Impôts sur les bénéfices et assimilés  | 0,00                            |                          |
| 70  | Ventes produits fabriqués, prestations |                                 | 0,00                     |
| 73  | Produits issus de la fiscalité         |                                 | 0,00                     |
| 74  | Subventions d'exploitation             |                                 | 0,00                     |
| 75  | Autres produits de gestion courante    |                                 | 0,00                     |
| 013   | Atténuations de charges                |                                 | 0,00                     |
| 76  | Produits financiers                    |                                 | 0,00                     |
| 77  | Produits exceptionnels                 |                                 | 0,00                     |
| <b>TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b> |  | F                               | 1 471 890,90             |
| 10  | Dotations, fonds divers et réserves    | 0,00                            | 0,00                     |

SMGETU DU SAN ET DE LA CAPM - SMGETU REGIE TRANSPORT - CA - 2015

| Chap. | Libellé                                      | Dépenses engagées non mandatées | Titres restant à émettre |
|-------|--|---------------------------------|--------------------------|
| 13    | Subventions d'investissement                 | 0,00                            | 0,00                     |
| 16    | Emprunts et dettes assimilées                | 0,00                            | 0,00                     |
| 18    | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6) | 0,00                            | 0,00                     |
| 20    | Immobilisations incorporelles                | 0,00                            | 0,00                     |
| 21    | Immobilisations corporelles                  | 1 471 890,90                    | 0,00                     |
| 22    | Immobilisations reçues en affectation (5)    | 0,00                            | 0,00                     |
| 23    | Immobilisations en cours                     | 0,00                            | 0,00                     |
| 26    | Participat° et créances rattachées           | 0,00                            | 0,00                     |
| 27    | Autres immobilisations financières           | 0,00                            | 0,00                     |

(1) Indiquer le signe - si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses.

(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en recettes qu'en dépenses.

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b> | <b>II</b> |
| <b>SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES</b>                 | <b>A2</b> |

## DEPENSES D'EXPLOITATION

| Chap.   | Libellé  | Crédits ouverts<br>(BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) |                       |                                  | Crédits annulés (1) |
|---|--|------------------------------------|--|-----------------------|----------------------------------|---------------------|
|   |  |                                    | Mandats émis                             | Charges<br>rattachées | Restes à<br>réaliser au<br>31/12 |                     |
| 011   | Charges à caractère général                                      | 2 448 487,00                       | 1 778 686,40                             | 235 253,76            | 0,00                             | 434 546,84          |
| 012   | Charges de personnel, frais assimilés                            | 6 159 917,00                       | 5 671 617,70                             | 379 104,56            | 0,00                             | 109 194,74          |
| 014   | Atténuations de produits   | 0,00                               | 0,00                                     | 0,00                  | 0,00                             | 0,00                |
| 65  | Autres charges de gestion courante                               | 100,00                             | 0,00                                     | 0,00                  | 0,00                             | 100,00              |
| <b>Total des dépenses de gestion courante</b>                   |  | <b>8 608 504,00</b>                | <b>7 450 304,10</b>                      | <b>614 358,32</b>     | <b>0,00</b>                      | <b>543 841,58</b>   |
| 66  | Charges financières  | 120 795,00                         | 115 793,75                               | 0,00                  | 0,00                             | 5 001,25            |
| 67  | Charges exceptionnelles  | 237,00                             | 236,26                                   | 0,00                  | 0,00                             | 0,74                |
| 68  | Dotations aux provisions et dépréciat*(2)                        | 0,00                               | 0,00                                     |                       |                                  | 0,00                |
| 69  | Impôts sur les bénéfices et assimilés(3)                         | 0,00                               | 0,00                                     | 0,00                  | 0,00                             | 0,00                |
| 022   | Dépenses imprévues   | 0,00                               |  |                       |                                  |                     |
| <b>Total des dépenses réelles d'exploitation</b>                |  | <b>8 729 536,00</b>                | <b>7 566 334,11</b>                      | <b>614 358,32</b>     | <b>0,00</b>                      | <b>548 843,57</b>   |
| 023   | Virement à la section d'investissement (4)                       | 52 000,00                          |  |                       |                                  |                     |
| 042   | Opérat° ordre transfert entre sections (4)                       | 1 500 000,00                       | 1 195 249,13                             |                       |                                  | 304 750,87          |
| 043   | Opérat° ordre intérieur de la section<br>(uniquement en M44) (4) | 0,00                               | 0,00                                     |                       |                                  | 0,00                |
| <b>Total des dépenses d'ordre d'exploitation</b>                |  | <b>1 552 000,00</b>                | <b>1 195 249,13</b>                      |                       |                                  | <b>356 750,87</b>   |
| <b>TOTAL</b>  |  | <b>10 281 536,00</b>               | <b>8 761 583,24</b>                      | <b>614 358,32</b>     | <b>0,00</b>                      | <b>905 594,44</b>   |
| Pour information<br>D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1 |  | 0,00                               |  |                       |                                  |                     |

## RECETTES D'EXPLOITATION

| Chap.  | Libellé  | Crédits ouverts<br>(BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) |                     |                                  | Crédits annulés   |
|--|--|------------------------------------|--|---------------------|----------------------------------|-------------------|
|  |  |                                    | Titres émis                              | Prod.<br>rattachées | Restes à<br>réaliser au<br>31/12 |                   |
| 013  | Atténuations de charges  | 192 125,00                         | 232 251,93                               | 3 000,00            | 0,00                             | -43 126,93        |
| 70   | Ventes produits fabriqués, prestations                           | 340 000,00                         | 336 638,87                               | 15 000,00           | 0,00                             | -11 638,87        |
| 73   | Produits issus de la fiscalité(5)                                | 8 565 000,00                       | 8 565 000,00                             | 0,00                | 0,00                             | 0,00              |
| 74   | Subventions d'exploitation                                       | 0,00                               | 0,00                                     | 0,00                | 0,00                             | 0,00              |
| 75   | Autres produits de gestion courante                              | 0,00                               | 0,00                                     | 0,00                | 0,00                             | 0,00              |
| <b>Total des recettes de gestion courante</b>                    |  | <b>9 097 125,00</b>                | <b>9 133 890,80</b>                      | <b>18 000,00</b>    | <b>0,00</b>                      | <b>-54 765,80</b> |
| 76   | Produits financiers  | 0,00                               | 0,00                                     | 0,00                | 0,00                             | 0,00              |
| 77   | Produits exceptionnels   | 272 072,16                         | 265 007,74                               | 16 324,16           | 0,00                             | -9 259,74         |
| 78   | Reprises sur provisions et dépréciations (2)                     | 0,00                               | 0,00                                     |                     |                                  | 0,00              |
| <b>Total des recettes réelles d'exploitation</b>                 |  | <b>9 369 197,16</b>                | <b>9 398 898,54</b>                      | <b>34 324,16</b>    | <b>0,00</b>                      | <b>-64 025,54</b> |
| 042  | Opérat° ordre transfert entre sections (4)                       | 55 915,00                          | 55 912,34                                |                     |                                  | 2,66              |
| 043  | Opérat° ordre intérieur de la section<br>(uniquement en M44) (4) | 0,00                               | 0,00                                     |                     |                                  | 0,00              |
| <b>Total des recettes d'ordre d'exploitation</b>                 |  | <b>55 915,00</b>                   | <b>55 912,34</b>                         |                     |                                  | <b>2,66</b>       |
| <b>TOTAL</b>   |  | <b>9 425 112,16</b>                | <b>9 454 810,88</b>                      | <b>34 324,16</b>    | <b>0,00</b>                      | <b>-64 022,88</b> |
| Pour information<br>R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1 |  | 856 423,84                         |  |                     |                                  |                   |

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés.

(2) Si la règle applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(3) Ce chapitre n'existe pas en M. 43.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) Ce chapitre existe uniquement en M41, M43 et M44.

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b> | <b>II</b> |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES</b>               | <b>A3</b> |

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé  | Crédits ouverts<br>(BP+DM+RAR N-1) | Mandats émis        | Restes à réaliser<br>au 31/12 | Crédits annulés<br>(1) |
|-------|--|------------------------------------|---------------------|-------------------------------|------------------------|
| 20    | Immobilisations incorporelles                      | 0,00                               | 0,00                | 0,00                          | 0,00                   |
| 21    | Immobilisations corporelles                        | 4 767 873,17                       | 2 909 046,45        | 1 471 890,90                  | 386 935,82             |
| 22    | Immobilisations reçues en affectation              | 0,00                               | 0,00                | 0,00                          | 0,00                   |
| 23    | Immobilisations en cours                           | 0,00                               | 0,00                | 0,00                          | 0,00                   |
|       | Total des opérations d'équipement                  | 0,00                               | 0,00                | 0,00                          | 0,00                   |
|       | <b>Total des dépenses d'équipement</b>             | <b>4 767 873,17</b>                | <b>2 909 046,45</b> | <b>1 471 890,90</b>           | <b>386 935,82</b>      |
| 10    | Dotations, fonds divers et réserves                | 0,00                               | 0,00                | 0,00                          | 0,00                   |
| 13    | Subventions d'investissement                       | 0,00                               | 0,00                | 0,00                          | 0,00                   |
| 16    | Emprunts et dettes assimilées                      | 502 500,00                         | 502 500,00          | 0,00                          | 0,00                   |
| 18    | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)       | 0,00                               | 0,00                | 0,00                          | 0,00                   |
| 26    | Participat° et créances rattachées                 | 0,00                               | 0,00                | 0,00                          | 0,00                   |
| 27    | Autres immobilisations financières                 | 2 500,00                           | 0,00                | 0,00                          | 2 500,00               |
| 020   | Dépenses imprévues                                 | 0,00                               |                     |                               |                        |
|       | <b>Total des dépenses financières</b>              | <b>505 000,00</b>                  | <b>502 500,00</b>   | <b>0,00</b>                   | <b>2 500,00</b>        |
| 45... | Total des opérations pour compte de tiers (4)      | 0,00                               | 0,00                | 0,00                          | 0,00                   |
|       | <b>Total des dépenses réelles d'investissement</b> | <b>5 272 873,17</b>                | <b>3 411 546,45</b> | <b>1 471 890,90</b>           | <b>389 435,82</b>      |
| 040   | Opérat° ordre transfert entre sections (2)         | 55 915,00                          | 55 912,34           |                               | 2,66                   |
| 041   | Opérations patrimoniales (2)                       | 0,00                               | 0,00                |                               | 0,00                   |
|       | <b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b> | <b>55 915,00</b>                   | <b>55 912,34</b>    |                               | <b>2,66</b>            |
|       | <b>TOTAL</b>                                       | <b>5 328 788,17</b>                | <b>3 467 458,79</b> | <b>1 471 890,90</b>           | <b>389 438,48</b>      |
|       | Pour information                                   | 0,00                               |                     |                               |                        |
|       | D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1     |                                    |                     |                               |                        |

## RECETTES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé   | Crédits ouverts<br>(BP+DM+RAR N-1) | Titres émis         | Restes à réaliser<br>au 31/12 | Crédits annulés   |
|-------|---|------------------------------------|---------------------|-------------------------------|-------------------|
| 13    | Subventions d'investissement                        | 0,00                               | 0,00                | 0,00                          | 0,00              |
| 16    | Emprunts et dettes assimilées (hors 165)            | 2 500 000,00                       | 2 500 000,00        | 0,00                          | 0,00              |
| 20    | Immobilisations incorporelles                       | 0,00                               | 0,00                | 0,00                          | 0,00              |
| 21    | Immobilisations corporelles                         | 0,00                               | 0,00                | 0,00                          | 0,00              |
| 22    | Immobilisations reçues en affectation               | 0,00                               | 0,00                | 0,00                          | 0,00              |
| 23    | Immobilisations en cours                            | 0,00                               | 0,00                | 0,00                          | 0,00              |
|       | <b>Total des recettes d'équipement</b>              | <b>2 500 000,00</b>                | <b>2 500 000,00</b> | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>       |
| 10    | Dotations, fonds divers et réserves                 | 0,00                               | 0,00                | 0,00                          | 0,00              |
| 106   | Réserves (5)  | 0,00                               | 0,00                | 0,00                          | 0,00              |
| 165   | Dépôts et cautionnements reçus                      | 0,00                               | 0,00                | 0,00                          | 0,00              |
| 18    | Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(3)         | 0,00                               | 0,00                | 0,00                          | 0,00              |
| 26    | Participat° et créances rattachées                  | 0,00                               | 0,00                | 0,00                          | 0,00              |
| 27    | Autres immobilisations financières                  | 0,00                               | 0,00                | 0,00                          | 0,00              |
|       | <b>Total des recettes financières</b>               | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>       |
| 45... | Total des opérations pour le compte de tiers<br>(4) | 0,00                               | 0,00                | 0,00                          | 0,00              |
|       | <b>Total des recettes réelles d'investissement</b>  | <b>2 500 000,00</b>                | <b>2 500 000,00</b> | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>       |
| 021   | Virement de la section d'exploitation (2)           | 52 000,00                          |                     |                               |                   |
| 040   | Opérat° ordre transfert entre sections (2)          | 1 500 000,00                       | 1 195 249,13        |                               | 304 750,87        |
| 041   | Opérations patrimoniales (2)                        | 0,00                               | 0,00                |                               | 0,00              |
|       | <b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>  | <b>1 552 000,00</b>                | <b>1 195 249,13</b> |                               | <b>356 750,87</b> |
|       | <b>TOTAL</b>  | <b>4 052 000,00</b>                | <b>3 695 249,13</b> | <b>0,00</b>                   | <b>356 750,87</b> |
|       | Pour information                                    | 1 276 788,17                       |                     |                               |                   |
|       | R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1      |                                    |                     |                               |                   |

SMGETU DU SAN ET DE LA CAPM - SMGETU REGIE TRANSPORT - CA - 2015

- (1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés.
- (2) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.
- (3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
- (4) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
- (5) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b> | <b>II</b> |
| <b>BALANCE GENERALE DU BUDGET</b>                         | <b>B1</b> |

## 1 – MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

|  | EXPLOITATION                             | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL               |
|--|--|------------------------|------------------------|---------------------|
| 011                                    | Charges à caractère général              | 2 013 940,16           |                        | 2 013 940,16        |
| 012                                    | Charges de personnel, frais assimilés    | 6 050 722,26           |                        | 6 050 722,26        |
| 014                                    | Atténuations de produits                 | 0,00                   |                        | 0,00                |
| 60                                     | Achats et variation des stocks (3)       |                        | 0,00                   | 0,00                |
| 65                                     | Autres charges de gestion courante       | 0,00                   |                        | 0,00                |
| 66                                     | Charges financières                      | 115 793,75             | 0,00                   | 115 793,75          |
| 67                                     | Charges exceptionnelles                  | 236,26                 | 0,00                   | 236,26              |
| 68                                     | Dot. Amortist, dépréciat°, provisions    | 0,00                   | 1 195 249,13           | 1 195 249,13        |
| 69                                     | Impôts sur les bénéfices et assimilés(4) | 0,00                   |                        | 0,00                |
| 71                                     | Production stockée (ou déstockage) (3)   |                        | 0,00                   | 0,00                |
| <b>Dépenses d'exploitation – Total</b> |  | <b>8 180 692,43</b>    | <b>1 195 249,13</b>    | <b>9 375 941,56</b> |

|   |      |
|---|------|
| D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1 | 0,00 |
|---|------|

|   |                     |
|---|---------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b> | <b>9 375 941,56</b> |
|---|---------------------|

|   | INVESTISSEMENT   | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL               |
|---|--|------------------------|------------------------|---------------------|
| 10                                      | Dotations, fonds divers et réserves                      | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 13                                      | Subventions d'investissement                             | 0,00                   | 55 912,34              | 55 912,34           |
| 14                                      | Prov. Réglementées, amort. dérogatoires                  |                        | 0,00                   | 0,00                |
| 15                                      | Provisions pour risques et charges (5)                   |                        | 0,00                   | 0,00                |
| 16                                      | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 502 500,00             | 0,00                   | 502 500,00          |
| 18                                      | Compte de liaison : affectat° (BA,régie)                 | 0,00                   |                        | 0,00                |
| Total des opérations d'équipement       |  | 0,00                   |                        | 0,00                |
| 20                                      | Immobilisations incorporelles (6)                        | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 21                                      | Immobilisations corporelles (6)                          | 2 909 046,45           | 0,00                   | 2 909 046,45        |
| 22                                      | Immobilisations reçues en affectation (6)                | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 23                                      | Immobilisations en cours (6)                             | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 26                                      | Participations et créances rattachées                    | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 27                                      | Autres immobilisations financières                       | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 28                                      | Amortissement des immobilisations(reprises)              |                        | 0,00                   | 0,00                |
| 29                                      | Dépréciation des immobilisations                         |                        | 0,00                   | 0,00                |
| 39                                      | Dépréciat° des stocks et en-cours                        |                        | 0,00                   | 0,00                |
| 45...                                   | Total des opérations pour compte de tiers (7)            | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 481                                     | Charges à répartir plusieurs exercices                   |                        | 0,00                   | 0,00                |
| 3...                                    | Stocks   | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| <b>Dépenses d'investissement –Total</b> |  | <b>3 411 546,45</b>    | <b>55 912,34</b>       | <b>3 467 458,79</b> |

|   |      |
|---|------|
| D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE N-1 | 0,00 |
|---|------|

|  |                     |
|--|---------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEE</b> | <b>3 467 458,79</b> |
|--|---------------------|

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.  
(2) Voir liste des opérations d'ordre.  
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).  
(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.  
(5) Si la règle applique le régime des provisions budgétaires.  
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».  
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b> | <b>II</b> |
| <b>BALANCE GENERALE DU BUDGET</b>                         | <b>B2</b> |

## 2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

|     | EXPLOITATION                             | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL               |
|-----|--|------------------------|------------------------|---------------------|
| 013 | Atténuations de charges . . . .          | 235 251,93             |                        | 235 251,93          |
| 60  | Achats et variation des stocks (3)       |                        | 0,00                   | 0,00                |
| 70  | Ventes produits fabriqués, prestations   | 351 638,87             |                        | 351 638,87          |
| 71  | Production stockée (ou déstockage)(3)    |                        | 0,00                   | 0,00                |
| 72  | Production immobilisée                   |                        | 0,00                   | 0,00                |
| 73  | Produits issus de la fiscalité(7)        | 8 565 000,00           |                        | 8 565 000,00        |
| 74  | Subventions d'exploitation               | 0,00                   |                        | 0,00                |
| 75  | Autres produits de gestion courante      | 0,00                   |                        | 0,00                |
| 76  | Produits financiers                      | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 77  | Produits exceptionnels                   | 281 331,90             | 55 912,34              | 337 244,24          |
| 78  | Reprise amort., dépréciat° et provisions | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 79  | Transferts de charges                    |                        | 0,00                   | 0,00                |
|     | <b>Recettes d'exploitation – Total</b>   | <b>9 433 222,70</b>    | <b>55 912,34</b>       | <b>9 489 135,04</b> |

|  |            |
|--|------------|
| R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1 | 856 423,84 |
|--|------------|

|   |                      |
|---|----------------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b> | <b>10 345 558,88</b> |
|---|----------------------|

|       | INVESTISSEMENT   | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL               |
|-------|--|------------------------|------------------------|---------------------|
| 10    | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)           | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 13    | Subventions d'investissement                             | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 14    | Prov. Réglementées, amort. dérogatoires                  |                        | 0,00                   | 0,00                |
| 15    | Provisions pour risques et charges (4)                   |                        | 0,00                   | 0,00                |
| 16    | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 2 500 000,00           | 0,00                   | 2 500 000,00        |
| 18    | Comptes liaison : affectat° BA, régies                   | 0,00                   |                        | 0,00                |
| 20    | Immobilisations incorporelles(5)                         | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 21    | Immobilisations corporelles(5)                           | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 22    | Immobilisations reçues en affectation(5)                 | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 23    | Immobilisations en cours(5)                              | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 26    | Participations et créances rattachées                    | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 27    | Autres immobilisations financières                       | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 28    | Amortissement des immobilisations                        |                        | 1 195 249,13           | 1 195 249,13        |
| 29    | Dépréciation des immobilisations (4)                     |                        | 0,00                   | 0,00                |
| 39    | Dépréciat° des stocks et en-cours (4)                    |                        | 0,00                   | 0,00                |
| 45... | Opérations pour compte de tiers (6)                      | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
| 481   |  |                        | 0,00                   | 0,00                |
| 3...  | Stocks   | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                |
|       | <b>Recettes d'investissement – Total</b>                 | <b>2 500 000,00</b>    | <b>1 195 249,13</b>    | <b>3 695 249,13</b> |

|  |              |
|--|--------------|
| R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1 | 1 276 788,17 |
|--|--------------|

|                             |      |
|-----------------------------|------|
| AFFECTATION AUX COMPTES 106 | 0,00 |
|-----------------------------|------|

|   |                     |
|---|---------------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | <b>4 972 037,30</b> |
|---|---------------------|

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.  
(2) Voir liste des opérations d'ordre.  
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).  
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.  
(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».  
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).  
(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.



Préfecture des Bouches-du-Rhone

13-2016-12-22-001

Arrêté du 22 décembre 2016 mettant fin à l'exercice des  
compétences du syndicat intercommunal de  
développement économique de la zone  
Châteaurenard-Noves



PRÉFET DES BOUCHES DU RHÔNE

Préfecture

Direction des collectivités locales,  
de l'Utilité publique et de l'Environnement

Bureau des finances locales  
et de l'intercommunalité

---

**ARRETE METTANT FIN A L'EXERCICE DES COMPETENCES DU SYNDICAT  
INTERCOMMUNAL DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE LA ZONE DE  
CHATEAURENARD-NOVES**

---

Le Préfet  
de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur  
Préfet de Zone de Défense et de Sécurité Sud  
Préfet des Bouches-du-Rhône

VU le code général des collectivités territoriales ( CGCT ), et notamment ses articles L5211-26, L5211-41, L5216-5 et L5216-6,

VU la loi modifiée n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République et notamment l'article 66,

VU le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

VU l'arrêté préfectoral du 22 février 1991 portant création du syndicat intercommunal de développement économique de la zone de Châteaurenard-Novès,

CONSIDERANT qu'en application de l'article L5216-5 du CGCT, le développement économique des zones d'activités industrielles relève des compétences obligatoires des communautés d'agglomération à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017,

CONSIDERANT que la communauté d'agglomération Terre de Provence est substituée de plein droit au syndicat intercommunal de développement économique de la zone de Châteaurenard-Novès, inclus en totalité dans son périmètre,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

## ARRETE

Article 1 : Il est mis fin à l'exercice des compétences du syndicat intercommunal de développement économique de la zone de Châteaurenard-Novés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Article 2 : L'ensemble des biens, droits et obligations du syndicat intercommunal de développement économique de la zone de Châteaurenard-Novés est transféré à la communauté d'agglomération Terre de Provence.

Article 3 : Les conditions de liquidation seront déterminées par arrêté ultérieur, dans les conditions prévues à l'article L5211-26 du CGCT.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,  
Le Sous-Préfet de l'arrondissement d'Arles,  
Le Président du syndicat intercommunal de développement économique de la zone de Châteaurenard-Novés,  
Le Président de la communauté d'agglomération Terre de Provence,  
et l'Administrateur Général des Finances Publiques, Directrice Régionale des Finances Publiques de Provence Alpes Côtes d'Azur,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

Marseille, le 22 décembre 2016

Le Préfet  
*signé*  
Stéphane BOUILLON

Préfecture-Direction des collectivités locales, de l'utilité  
publique et de l'environnement

13-2016-12-21-007

**ARRÊTÉ** portant DÉCONSIGNATION  
ADMINISTRATIVE à Monsieur et Madame DUPLAND,  
propriétaires des parcelles cadastrées AC183, AC188 et  
AC193, en bordure du ruisseau des 4 thermes, 19 chemin  
du Jas sur la commune de Gréasque



**PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE**

PRÉFECTURE

Marseille, le 21 décembre 2016

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES  
DE L'UTILITÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

-----  
BUREAU DES INSTALLATIONS ET TRAVAUX  
RÉGLÉMENTÉS POUR LA PROTECTION DES MILIEUX

-----  
Dossier suivi par : Mme HERBAUT  
Tél : 04.84.35.42.65  
N° 128-2016 CONSIG

**ARRÊTÉ**

**portant DÉCONSIGNATION ADMINISTRATIVE  
à Monsieur et Madame DUPLAND,  
propriétaires des parcelles cadastrées AC183, AC188 et AC193,  
en bordure du ruisseau des 4 thermes, 19 chemin du Jas  
sur la commune de Gréasque**

-----  
**Le Préfet  
de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud  
Préfet des Bouches-du-Rhône**

-----  
**VU** le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6 à L.171-8, L.171-11 ainsi que les articles L.214-1 et L.214-14,

**VU** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhône Méditerranée 2016-2021 approuvé par le préfet coordonnateur de bassin le 3 décembre 2015,

**VU** le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin versant de l'Arc approuvé par arrêté inter préfectoral le 13 mars 2014,

**VU** l'étude "schéma directeur d'assainissement pluvial de la commune de Gréasque", réalisée en novembre 2012 par le bureau d'études SAFEGE, annexée au PLU de Gréasque en vigueur,

**VU** l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> octobre 2015 portant mise en demeure à l'encontre de M. et Mme Dupland de régulariser la situation administrative des travaux de remblaiement du ruisseau des 4 thermes réalisés quartier Prés Neufs sur la commune de Gréasque,

**VU** l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2016 portant consignation administrative à l'encontre de Monsieur et Madame Dupland, propriétaires des parcelles cadastrées AC183, AC188 et AC193, en bordure du ruisseau des 4 thermes, 19 chemin du Jas sur la commune de Gréasque,

**VU** le rapport de visite des 10 novembre et 12 décembre 2016 établi par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône constatant que les prescriptions prévues par l'arrêté de mise en demeure ont été réalisées,

.../...

**Considérant** que la remise en état des lieux a été effectuée,

**Considérant** que ces travaux permettent à M. et Mme Dupland de satisfaire aux termes de la mise en demeure de l'arrêté préfectoral du 1er octobre 2015,

**Considérant** que le rapport de visite des 10 novembre et 12 décembre 2016 établi par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône a été notifié à Monsieur et Madame Dupland par courrier du 16 décembre 2016,

**Considérant** que le rapport de visites des 10 novembre et 12 décembre 2016 établi par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône formalise la fin des poursuites administratives engagées à l'encontre de Monsieur et Madame Dupland,

**Considérant** dès lors qu'il y a lieu de mettre fin à la procédure de consignation administrative ordonnée par arrêté du 12 septembre 2016 à l'encontre de Monsieur et Madame Dupland pour la réalisation des travaux et la remise en état des lieux,

**Sur** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

## ARRÊTE

**Article 1** - La procédure de déconsignation administrative est engagée en faveur de Monsieur et Madame Dupland, domiciliés 19 chemin du Jas, 13850 Gréasque, propriétaires des parcelles cadastrées AC183, AC188 et AC193, en bordure du ruisseau des 4 thermes, 19 chemin du Jas sur la commune de Gréasque.

**Article 2** - Les sommes consignées seront restituées à Monsieur et Madame Dupland.

**Article 3** - Le présent arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de Marseille :

- par les bénéficiaires, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que les travaux présentent pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement dans un délai d'un an à compter de la publication de la présente décision au recueil des actes administratifs.

**Article 4** - Le présent arrêté sera notifié à Monsieur et Madame Dupland et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

**Article 5** - Exécution

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des-Bouches-du-Rhône,
- Le Maire de la commune de Gréasque,
- La Directrice Régionale des Finances Publiques de PACA et du département des Bouches-du-Rhône,
- Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône,

et toutes les autorités de Police et de Gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet  
et par délégation  
La Secrétaire Générale Adjointe  
*signé*  
Maxime AHRWEILLER

Préfecture-Direction des collectivités locales, de l'utilité  
publique et de l'environnement

13-2016-12-21-005

ARRÊTÉ portant mise en demeure à l'encontre de la  
commune de Cabriès concernant  
le passage d'une conduite réalisée en fond de lit du grand  
vallat sur son territoire



## PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHONE

PRÉFECTURE

Marseille, le 21 décembre 2016

**DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES  
DE L'UTILITÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

-----  
**BUREAU DES INSTALLATIONS ET TRAVAUX  
RÉGLEMENTÉS POUR LA PROTECTION DES MILIEUX**

-----  
Dossier suivi par :  
Tél. 04 91 28 43 19  
Dossier n° 163-2016 MD

### ARRÊTÉ

**portant mise en demeure à l'encontre de la commune de Cabriès  
concernant  
le passage d'une conduite réalisée en fond de lit du grand vallat  
sur la commune de Cabriès**

-----  
**Le Préfet  
de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud  
Préfet des Bouches-du-Rhône**

-----

**VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6 et L.171-7 et L.212-5-2,

**VU** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée approuvé par le préfet coordonnateur de bassin le 3 décembre 2015,

**VU** le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin versant de l'Arc approuvé par arrêté inter-préfectoral le 13 mars 2014, et notamment la disposition D46, qui prévoit d'améliorer la franchissabilité des ouvrages et réduire les risques de capture de l'anguille.

**VU** la lettre recommandée avec accusé de réception, accompagnant le rapport de manquement administratif conformément à l'article L.171-6 du code de l'environnement, transmise par l'inspecteur de l'environnement à la commune de Cabriès, le 15 juin 2015, lui demandant de régulariser la situation administrative concernant le passage d'une conduite réalisée en fond de lit du grand vallat et située sur sa commune, par une remise en état du site,

**Considérant** que ces aménagements n'ont pas fait l'objet du dépôt d'un dossier de déclaration requis en application des dispositions de l'article L.214-3 II du code de l'environnement pour les opérations relevant des rubriques 3.1.1.0 et 3.1.2.0 de la nomenclature figurant au tableau annexé à l'article R.214-1 du même code,

**Considérant** que cet ouvrage crée une rupture de la continuité écologique par la création de ce seuil et une modification du profil en long du cours d'eau,

.../...



**Considérant** que le règlement du SAGE du bassin de l'Arc est opposable aux tiers et à toute personne publique ou privée pour l'exécution de toute installation, ouvrage, travaux ou activité autorisée ou déclarée au titre des articles L.214-1 et suivant du code de l'environnement,

**Considérant** que le rapport de manquement administratif adressé à la commune de Cabriès, lui demandant de régulariser la situation administrative et l'informant de la prochaine mise en demeure, lui octroyait un délai de 15 jours pour faire connaître ses observations,

**Considérant** l'absence d'observations de la commune de Cabriès, au courrier qui lui a été adressé le 15 juin 2015 et qu'elle a reçu le 23 juin 2105,

**Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire appliquer les dispositions de l'article L.171-7 du code de l'environnement en mettant en demeure la commune de Cabriès,

**Sur proposition** du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

## ARRÊTE

**Article 1** – La commune de Cabriès, demeurant « Hôtel de Ville – Place Ange Estève – 13 480 Cabriès », ayant réalisé les travaux pour le passage d'une conduite en fond de lit du grand vallat sur sa commune, est mise en demeure de déposer un dossier de remise en état du site auprès de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

Ce dossier devra présenter :

- la date du début des travaux d'évacuation de la conduite,
- les mesures conservatoires prises pour protéger le cours d'eau,
- les moyens techniques utilisés ainsi que les personnels employés,
- la durée des travaux.

Ce dossier devra être validé par le service en charge de la Police de l'Eau.

**Article 2** – La commune de Cabriès, demeurant « Hôtel de Ville – Place Ange Estève – 13 480 Cabriès », ayant réalisé les travaux pour le passage d'une conduite en fond de lit du grand vallat sur sa commune, est mise en demeure d'enlever l'ouvrage existant, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, conformément aux prescriptions du dossier prévu à l'article 1.

**Article 3** – Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'intéressé les mesures de police prévues au II de l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**Article 4** – La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Marseille.

- par l'intéressé, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle lui a été notifié le présent arrêté.

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients et/ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du code de l'environnement dans un délai d'un an à compter de la publication de la présente décision au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux.

**Article 5** – Le présent arrêté sera notifié à Monsieur le maire de Cabriès et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Bouches du Rhône.

**Article 6** – Exécution

- Monsieur le secrétaire général de la Préfecture des Bouches du Rhône,
- Monsieur le sous-préfet d’Aix-en-Provence,
- Monsieur le maire de la commune de Cabriès,
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône

et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet  
et par délégation  
La Secrétaire Générale Adjointe

*signé*

Maxime AHRWEILLER

Préfecture-Direction des collectivités locales, de l'utilité  
publique et de l'environnement

13-2016-12-21-006

ARRÊTÉ portant mise en demeure à l'encontre de la  
Société TLN concernant les travaux de remblaiement  
réalisés en bordure de l'Arc  
sur la commune de Meyreuil



## PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

PRÉFECTURE

Marseille, le 21 décembre 2016

**DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES  
DE L'UTILITÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

-----  
**BUREAU DES INSTALLATIONS ET TRAVAUX  
RÉGLÉMENTÉS POUR LA PROTECTION DES MILIEUX**

-----  
**Dossier suivi par : Mme LOPEZ**  
Tél. 04 84 35 42 63  
Dossier n° 162-2016 MD

### ARRÊTÉ

**portant mise en demeure à l'encontre de la Société TLN  
concernant  
les travaux de remblaiement réalisés en bordure de l'Arc  
sur la commune de Meyreuil**

-----  
**Le Préfet  
de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud  
Préfet des Bouches-du-Rhône**  
-----

**VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6 à L.171-8 et L.212-5-2,

**VU** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée approuvé par le préfet coordonnateur de bassin le 3 décembre 2015,

**VU** le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin versant de l'Arc approuvé par arrêté inter-préfectoral le 13 mars 2014,

**VU** le rapport de manquement administratif en date du 16 septembre 2016 notifié par l'inspecteur de l'environnement au président de la Société TLN le 19 octobre suivant par lettre recommandée avec accusé de réception réceptionné par l'intéressé le 26 octobre 2016, lui demandant de régulariser la situation administrative des remblais et des dépôts de matériaux réalisés sur la parcelle AR 2, route de Valbrillant, en bordure de l'Arc, sur la commune de Meyreuil, par une remise en état du site,

**Considérant** que ces aménagements n'ont pas fait l'objet du dépôt d'un dossier de déclaration requis en application des dispositions de l'article L.214-3 II du code de l'environnement pour les opérations relevant de la rubrique 3.2.2.0 de la nomenclature figurant au tableau annexé à l'article R.214-1 du même code,

**Considérant** que le remblayage réalisé sur la parcelle AR 2, route de Valbrillant, en bordure de l'Arc, sur la commune de Meyreuil, se situe dans l'enveloppe du lit majeur de l'Arc et qu'à ce titre il est contraire aux dispositions D12 et D13 du SAGE du bassin versant de l'Arc visant à préserver les zones inondables des cours d'eau du bassin versant de tout remblaiement afin d'éviter toute aggravation du risque d'inondation,

.../...

Préfecture des Bouches-du-Rhône, Place Félix Baret – CS 80001 - 13 282 Marseille Cedex 06 – Téléphone : 04.84.35.40.00  
Télécopie : 04.84.35.48.55 – Site Internet [www.bouches-du-rhone.gouv.fr](http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr)

**Considérant** que le règlement du SAGE du bassin de l'Arc est opposable aux tiers et à toute personne publique ou privée pour l'exécution de toute installation, ouvrage, travaux ou activité autorisée ou déclarée au titre des articles L.214-1 et suivant du code de l'environnement,

**Considérant** le constat en date du 16 septembre 2016, déterminant la surface remblayée de la parcelle AR2 à 1482 m<sup>2</sup>, répartie en trois zones distinctes pour une hauteur allant de 0,50 m à 1,50m selon les endroits, représentant un volume de remblais à enlever pour retrouver l'état initial de la parcelle à 1 658 m<sup>3</sup>,

**Considérant** que ces remblais n'ont pas d'existence légale au regard de l'article R.214-1 du code de l'environnement, rubrique 3.2.2.0. alinéa 2,

**Considérant** que le rapport de manquement administratif adressé à la Société TLN le 19 octobre 2016, et reçu le 26 octobre 2016, lui demandant de régulariser la situation administrative en retirant les remblais réalisés sans procédure administrative, l'informait de la prochaine mise en demeure et lui octroyait un délai de 15 jours pour faire connaître ses observations,

**Considérant** l'absence d'observation de la part de la Société TLN au courrier qui lui a été adressé le 19 octobre 2016,

**Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-7 du code de l'environnement en mettant en demeure la Société TLN,

**Sur proposition** du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

## ARRÊTE

**Article 1** – La Société TLN sise 1140 chemin de Prebosque, 13690 Meyrargues, est mise en demeure de déposer un dossier de remise en état du site auprès de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

Ce dossier devra présenter :

- la date du début des travaux d'évacuation des remblais, y compris ceux qui sont présents dans le lit mineur du ruisseau de Valbrillant,
- le lieu de destination des remblais qui devra être conforme à la réglementation en vigueur,
- les moyens techniques utilisés ainsi que les personnels employés,
- la durée des travaux.

Ce dossier devra être validé par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône (DDTM 13).

**Article 2** – La Société TLN sise 1140 chemin de Prebosque, 13690 Meyrargues, est mise en demeure d'enlever les remblais situés sur la parcelle AR 2, occupant une surface de 1 482 m<sup>2</sup> et d'un volume estimé à 1 658 m<sup>3</sup>, dans un délai de deux mois à compter de la notification du dossier susvisé, validé par la DDTM 13,

**Article 3** – Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'intéressé les mesures de police prévues au II de l'article L.171-8 du code de l'environnement.

.../...

**Article 4** – A titre conservatoire, la poursuite de tout remblayage de la parcelle AR 2 est interdite.

**Article 5** – La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Marseille.

-par l'intéressé, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle lui a été notifié le présent arrêté.

-par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients et/ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du code de l'environnement dans un délai d'un an à compter de la publication de la présente décision au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux.

**Article 6** – Le présent arrêté sera notifié à la Société TLN et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Bouches du Rhône.

**Article 7** – Exécution

- Monsieur le secrétaire général de la Préfecture des Bouches du Rhône,
- Monsieur le sous-préfet d'Aix-en-Provence,
- Monsieur le maire de la commune de Meyreuil,
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône

et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet  
et par délégation  
La Secrétaire Générale Adjointe

*signé*

Maxime AHRWEILLER